

3 1761 11651908 3

CAZON  
DG 710  
- A 59

---

Government  
Publications

# The Ontario Council of Regents for Ontario's Colleges of Applied Arts and Technology

Annual Report  
September 1, 1992 - August 31, 1993







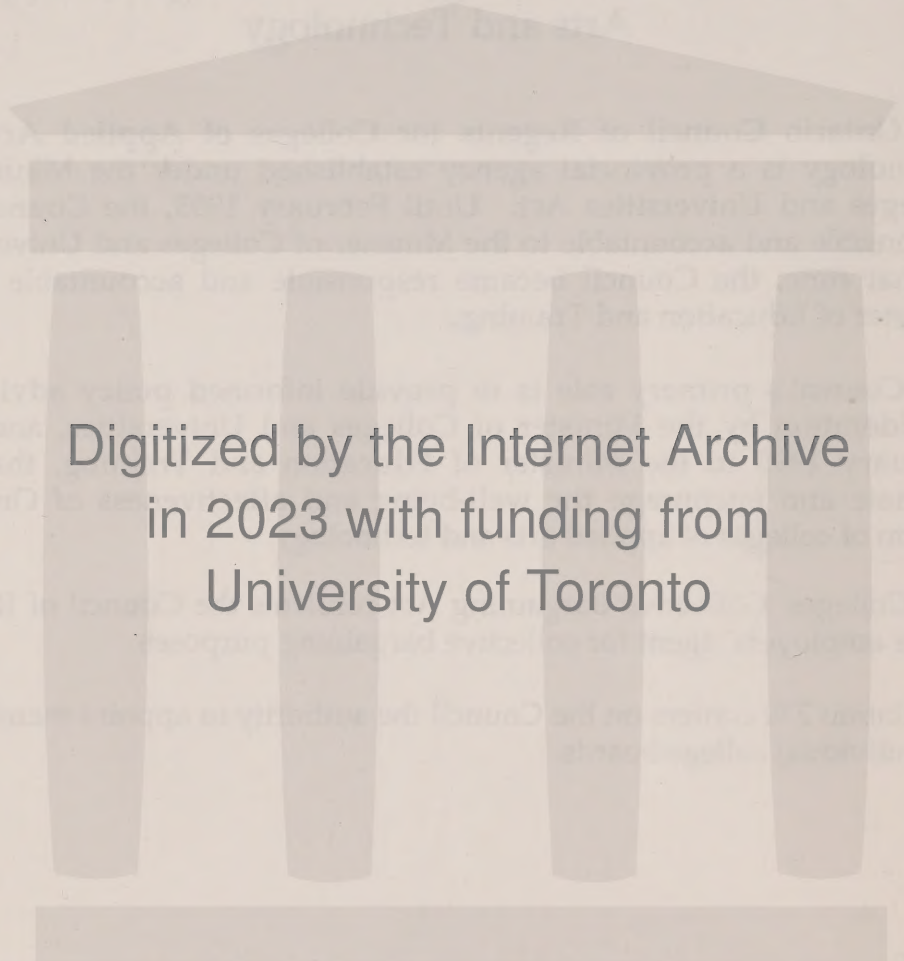
## The Ontario Council of Regents for Colleges of Applied Arts and Technology

The Ontario Council of Regents for Colleges of Applied Arts and Technology is a provincial agency established under the Ministry of Colleges and Universities Act. Until February 1993, the Council was responsible and accountable to the Minister of Colleges and Universities. At that time, the Council became responsible and accountable to the Minister of Education and Training.

The Council's primary role is to provide informed policy advice, for consideration by the Minister of Colleges and Universities, and after February 1993 to the Minister of Education and Training, that will promote and encourage the well-being and effectiveness of Ontario's system of colleges of applied arts and technology.

The Colleges' Collective Bargaining Act confirms the Council of Regents as the employers' agent for collective bargaining purposes.

Regulation 770 confers on the Council the authority to appoint members to the individual college boards.



Digitized by the Internet Archive  
in 2023 with funding from  
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761116519083>

# The Ontario Council of Regents

## Annual Report: September 1, 1992 - August 31, 1993

### Table of Contents

1. Chair's Report
2. Mission Statement
3. The Council's Membership
4. The Council's Staff
5. Operating Expenditures
6. Governance Issues
7. Collective Bargaining/Human Resource Management
8. College Standards and Accreditation Council (CSAC)
9. Prior Learning Assessment (PLA)
10. Restructuring
11. Two New French-Language Colleges
12. 25th Anniversary of the College System
13. Looking Forward



Le conseil d'administration du CNAPC et le Groupe consultatif et de coordination du PRA ont encore fort à faire afin de favoriser la mise en oeuvre des deux initiatives dans les collèges.

Pour le CNAPC, il est impératif de définir les buts de la formation générale et le cadre des domaines et des grands objectifs. En effet, le ministre a donné jusqu'en septembre 1994 pour amorcer la prestation d'une formation générale dans les collèges. Plus précisément, le ministre a dit qu'à partir de cette date, chaque programme collégial postsecondaire doit comprendre au moins un cours de formation générale comptant environ 45 heures d'enseignement par semestre. On commencera également à élaborer des résultats d'apprentissage pour les cinq aptitudes générales existantes : les communications, les mathématiques, la culture informatique, les aptitudes relationnelles et la capacité d'analyse. On espère que ces résultats pourront être distribués au sein du réseau d'ici le printemps 1994. Enfin, on commencera à étudier les résultats des projets pilotes ainsi qu'à préparer la première ébauche des normes en matière d'aptitudes professionnelles en vue d'une approbation par le conseil d'administration du CNAPC.

Pour aider à exécuter ces tâches, le CNAPC a été autorisé à créer deux conseils : un conseil sur les aptitudes générales et un conseil sur la formation générale. La composition de ces conseils doit refléter la représentation du conseil d'administration du CNAPC.

À en juger par les orientations et les attentes énoncées dans la lettre ouverte du ministre, les tâches liées au PRA représentent aussi tout un défi. Certains besoins du réseau collégial concernant la mise en oeuvre à l'échelon du réseau du programme de reconnaissance des acquis font déjà l'objet d'une mention dans le rapport final du Conseil d'établissement du PRA. Sans aucun doute, au fur et à mesure de la mise en oeuvre du PRA, de nouveaux défis surgiront auxquels on trouvera des solutions appropriées. L'enthousiasme et l'appui pour cette initiative, tant au sein qu'à l'extérieur des collèges, sont très élevés. La volonté de collaborer, de partager et d'apprendre ensemble demeure évidente à l'échelle du réseau, de même que dans l'ensemble des collectivités.

Au cours de l'année qui s'annonce, le Comité directeur sur la restructuration des collèges préparera un document de travail auquel les principaux groupes du réseau collégial auront la possibilité de répondre. Après l'étude de ces réponses, le Comité remettra ses recommandations au ministre.

Il est très important de noter que l'on demande au personnel des collèges et aux étudiantes et aux étudiants d'apporter ces réformes dans une période de coupure de budget où la demande de services par les étudiantes et étudiants atteint des sommets jamais connus. Avec l'incidence du contrat social, nos objectifs seront encore plus difficiles à atteindre.



# 1. Chair's Report

In February 1993, the Ontario Council of Regents became responsible and accountable to the Minister of Education and Training. Prior to that time the Council reported to the Minister of Colleges and Universities.

On February 12, 1993 the Premier of Ontario announced the province's decision to implement two initiatives aimed at improving the quality of and access to college education across the province: College Standards and Accreditation Council (CSAC) and Prior Learning Assessment (PLA). The government's announcement was the culmination of many years of hard work and investment throughout the entire college community that began with *Vision 2000*, a major review of the colleges that was launched by the Honourable Lyn McLeod in 1988. Two boards have been created this year to guide the implementation of CSAC and PLA in the colleges. They are the CSAC Board and the PLA Advisory and Coordinating Group. Both boards have important mandates ahead of them and are discussed further in this report.

The Council continued to fulfill its role as agent for the colleges in collective bargaining and, at the direction of the province, the Council entered into Social Contract negotiations with the government, OPSEU and college administrative staff to try to find mutually acceptable means of reducing funding to the colleges by 40 million dollars.

In April 1993 the Human Resources secretariat was officially transferred from the Ministry of Education and Training to be more appropriately based with the Council. A functional analysis had revealed that 90% of their work was done for the Council and only 10% for the Ministry.

In May 1993 a Pay Equity agreement was finally reached with OPSEU Support Staff, after many years of disrupted negotiations. The Spring of 1993 also marked the commencement of serious discussion with the government on establishing a joint trusteeship model for the college system's pension plan.

The Council continued to fulfill its legislated responsibility for the appointment and reappointment of governors to the college boards. In November 1992, the Council sent an invitation to all college community groups for input around governance issues, with a Spring 1993 deadline. The need for a broad review of governance issues had been firmly established in our earlier meetings with OPSEU and in the regional meetings we held. This confirmed the appropriateness of this April 1991 request from the Minister of Colleges and Universities:

I am extremely interested in the issue of governance, as Council members are aware. I am most concerned that community college boards represent a broad section of their various diverse communities. I would, therefore, appreciate receiving from Council a plan on how to achieve broad representation within the community colleges.

## 12. Prix du premier ministre de 1992 pour les personnes diplômées des collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario

Pour marquer le 25<sup>e</sup> anniversaire de la création du réseau collégial ontarien, la province a créé un programme de prix annuel auquel seules les personnes diplômées des collèges sont admissibles. Les prix du premier ministre, lancés en 1992, viennent reconnaître et célébrer la contribution extraordinaire des collèges et de leurs diplômées et diplômés au bien-être socio-économique de l'Ontario.

Le programme de prix a été mis sur pied à la suite d'une recommandation du Comité directeur du 25<sup>e</sup> anniversaire, composé de personnes et groupes intéressés aux collèges et créé en 1991 pour étudier des moyens pour les collèges de mettre en valeur cet anniversaire. Richard Johnston préside le Comité, et le personnel du COAC accomplit le travail de secrétariat.

Chaque année, quatre personnes diplômées représentant les quatre domaines des programmes d'études des collèges reçoivent les prix, témoignages de leurs réalisations exemplaires tout au long de leur carrière et de leur contribution à la société. Les lauréates et lauréats reçoivent une médaille spécialement conçue par la sculptrice Dora de Pédery-Hunt et versent une bourse de 5 000 \$, fournie par le ministère de l'Éducation et de la Formation, au collège de leur choix.

Le 26 novembre 1992, deux cent personnes du réseau collégial se sont réunies à la Place de l'Ontario pour la première présentation des prix du premier ministre à des personnes diplômées des collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario. Le premier ministre Bob Rae a félicité les lauréates et lauréats de 1992 : Mary Jonik (arts appliqués, collège Cambrian, Sudbury); Andrew Faas (commerce, collège St. Clair, Windsor); Mae Katt (sciences de la santé, collège Confederation, Thunder Bay); et Fernand Hamelin (technologie, collège Saint-Laurent, Cornwall). On a présenté une cinquième médaille à William G. Davis, lauréat honoraire d'un prix du premier ministre en reconnaissance du rôle clé qu'il a joué dans la création du réseau collégial ontarien lorsqu'il était ministre de l'Éducation en 1967.



The Council reviewed the responses over the Summer with a plan to produce a draft set of recommendations for distribution to the college system for comment before responding officially to the Minister.

The Council has continued to be involved in the development of the Ontario Training Adjustment Board (OTAB), first as a member of the Interim Education/Training Steering Committee and more recently chairing an OTAB College Reference Group made up of an equal number of OPSEU members and administrators.

*Vision 2000* identified a need to review and explore innovative ways for colleges and universities to co-operate in offering new credentials for advanced training in Ontario. In response, the Ministry of College and Universities in late 1991 formed the Task Force on Advanced Training, on which the Council participated in the interest of the colleges. The Task Force submitted its report, *No Dead Ends*, to the Minister of Education and Training in April 1993.

The College Restructuring Steering Committee began its work in the Fall of 1992 to provide the Minister with recommendations on how to improve the delivery of college education with declining resources. I am co-chairing that initiative with the Assistant Deputy Minister.

The Council is pleased to report the province's investment in the creation of two new French-language colleges, to be up and running by September 1995. The Council, through its Francophone Affairs Committee, will be closely involved in the nominations process for the two new boards of governors.

In November 1992 the Premier's Awards were presented to four outstanding college graduates in honour of the 25th anniversary of the college system in Ontario.

At the request of the Minister, I undertook a review of the Council of Ministers of Education, of which he was chair in 1991-92, to suggest ways to increase its effectiveness as a national educational forum. The report was submitted in August 1993.

The Council, working with a group of deputy ministers, was granted leave by the Minister to investigate possible government and college based technical aid transfers to Eastern and Central Europe. We are working with a secondee from the Ministry of Community and Social Services to develop an application for shared funding with the federal government.

Over September 1, 1992 - August 31, 1993, the Council met ten times. In addition, the Council members participated on the Council's four standing committees: Francophone Affairs Committee, Governance Committee; Human Resources Committee; and Executive Committee. Members also represented the interests of the colleges in numerous other provincial committees and initiatives.

## 1.1. Deux nouveaux collèges de langue française

En juillet 1993, le gouvernement de l'Ontario annonçait la création de deux nouveaux collèges de langue française d'arts appliqués et de technologie.

Un de ces collèges, établi dans le nord, aura son campus principal dans la région de Sudbury et d'autres campus dans diverses collectivités du nord de l'Ontario. Les trois-quarts des étudiantes et des étudiants francophones inscrits aux programmes collégiaux de langue française et bilingues offerts dans le nord étudieront actuellement au collège Cambrian à Sudbury. La création d'un nouveau collège à Sudbury permettra de partager le matériel spécialisé et les installations et de minimiser le déplacement des étudiantes et des étudiants et des membres du personnel hautement spécialisés. L'emplacement du campus principal dans la région de Sudbury et des autres campus sera déterminé par le conseil d'administration du collège.

L'autre collège servira la partie centre / sud-ouest de la province et se fonde sur le concept du «collège sans murs». Le collège utilisera principalement des modes de prestation non traditionnels, notamment des technologies d'éducation à distance. Les programmes seront offerts dans divers endroits de la région, comme dans les écoles secondaires et les centres communautaires de langue française. Le collège aura un bureau administratif dans une localité à déterminer par le conseil d'administration.

Chaque nouveau collège sera géré par un conseil d'administration de langue française nommé par le COAC. Un comité des nominations, coprésidé par le président du COAC Richard Johnston et par Diane Adam, présidente du Comité consultatif des affaires francophones, a travaillé tout au long de l'été en collaboration avec la communauté francophone pour s'assurer que les membres du conseil d'administration choisis représentent bien la diversité de la population francophone de chaque région. Les membres seront annoncés à l'automne 1993. Les deux nouveaux collèges de langue française devraient ouvrir en septembre 1995. Leur création portera le nombre des collèges de langue française en Ontario à trois; La Cité collégiale, à Ottawa, a ouvert ses portes en septembre 1990. Le réseau collégial de langue française permettra à la population franco-ontarienne d'avoir accès à une éducation collégiale et à une formation professionnelle de qualité élevée et ce, dans sa propre langue.



The Council hopes that this report reflects the seriousness with which it has responded to its mandate to provide the Minister with advice that will promote and encourage the well-being and effectiveness of Ontario's colleges, the diversity of policy areas which it has addressed and the collaborative processes it has used in undertaking its work.

The Council would especially like to thank the college community for its continuing support and participation in its work through this year including the Ontario Community College Student Parliamentary Association (OCCSPA), the Council of Governors (COG), the Council of Presidents (COP), OPSEU (academic and support staff), the Administrative Staff Consultative Committee (ASCC) and the Ministry of Education and Training.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Richard Johnston', with a stylized, flowing script.

Richard Johnston

Le Comité participe également à deux projets sous la gouverne du ministre de l'Éducation et de la Formation : i) un examen des coûts et des avantages de la rationalisation des programmes et l'évaluation de stratégies pour faciliter cette rationalisation; ii) l'élaboration d'une banque de données sur les groupes composés d'étudiantes et d'étudiants et de membres du personnel et s'intéressant à l'équité (les données seront recueillies dans les collèges et universités sur la composition des groupes afin de faciliter l'élaboration de stratégies d'accès). De plus, le Comité prévoit étudier des moyens d'améliorer les possibilités pour les étudiantes et étudiants de transférer des crédits au sein du réseau collégial.

Le Comité reconnaît qu'individuellement, les collèges ont déjà fait beaucoup de progrès dans la restructuration de leur fonctionnement et que les divers groupes intéressés par cette question ont joué un rôle actif et répondu d'une manière généralement directe et positive. Toutefois, le Comité espère que l'on fera d'autres progrès par le biais d'initiatives à l'échelon du réseau dans les domaines de la formation basée sur la technologie et du partage de ressources entre établissements.

Au cours de l'année qui vient, le Comité préparera un document de travail qui sera étudié par les principaux groupes au sein du réseau collégial. Après l'étude des réponses à ce document, le Comité formulera ses recommandations au ministre.



## 2. Mission Statement

During the fall of 1987, the Council of Regents developed the following mission statement, which involves the major stakeholders of the college system: board chairs, presidents, administrators, student groups, and the Ontario Public Service Employees Union (OPSEU).

### Mission

#### *The Council's Values and Beliefs*

The Council of Regents' primary role is to provide informed policy advice, for consideration by the Minister of Colleges and Universities, that will promote and encourage the well-being and effectiveness of Ontario's system of colleges of applied arts and technology.

Through vigorous, timely, and well-researched policy, the Council's work will be guided by the following values and beliefs:

- a commitment to students;
- a commitment to those employed in the college system;
- a concern for the needs of those who employ college graduates;
- accountability to the people of Ontario;
- a sensitivity to the future and the social, cultural, economic, and educational contributions and opportunities that can be created by a far-sighted, dynamic, and flexible college system;
- a need for the Council to act as an effective catalyst for meaningful change and innovation in the college system;
- a recognition of the colleges as instruments of public policy;
- a recognition that while committed, co-operative leadership is necessary for the achievement of system goals, individual college initiative, creativity and innovation must also be respected and fostered.

#### *The Council's Approach to its Work*

Recognizing the need for vigorous, long-term planning and continual review and renewal of the mandate of Ontario's colleges, the Council's work will be shaped by:

Le Comité directeur sur la restructuration des collèges a commencé son travail à l'automne 1992 en vue de fournir des recommandations pour aider le réseau collégial à relever les défis imposés par la baisse des ressources financières, tout en jouant un rôle important dans la reprise économique de l'Ontario. Le Comité est coprésidé par Ralph Benson, sous-ministre adjoint au ministère de l'Éducation et de la Formation, et Richard Johnston. On a demandé au COAC de coordonner le travail d'un petit secrétariat qui appuie le Comité directeur sur la restructuration.

Le Comité se compose de membres représentant l'Association parlementaire des étudiantes et étudiants des collèges communautaires de l'Ontario (APECCO), le Conseil des présidentes et présidents des conseils d'administration, le Conseil des présidentes et des présidents, le personnel administratif des collèges, le SEFPO (personnel scolaire et de soutien), le ministère de l'Éducation et de la Formation et le Conseil ontarien des affaires collégiales. M. Wesley Romulus a été nommé au Comité par le COAC. Le secrétariat se compose de personnes représentant l'administration et le corps professoral des collèges, l'APECCO, le ministère de l'Éducation et de la Formation et le Conseil ontarien des affaires collégiales.

Pendant l'automne, le Comité a déterminé une série de projets qui, d'après lui, devraient être entrepris; il a remis une description de ces projets au ministre. La réponse du ministre en janvier demandait au Comité d'enquêter sur les domaines suivants : i) les stratégies sur la rétention scolaire; ii) la formation basée sur la technologie et l'apprentissage autodirigé; iii) les solutions de rechange aux horaires traditionnels grâce à la prestation de programmes souples et condensés; et iv) le partage de ressources entre établissements.

On a créé des groupes de travail pour chacun des trois premiers domaines, groupes composés de membres du personnel des collèges et de membres du Comité. Comme il est possible d'en apprendre beaucoup des initiatives de restructuration de chaque collège, l'une des premières activités amorcées consistait à recueillir des renseignements sur les initiatives en cours dans le réseau. Un colloque sur la rétention scolaire est prévu pour l'automne prochain; les étudiantes et étudiants, le corps professoral et l'administration y discuteront de ce qui se fait de mieux tout en explorant les stratégies visant l'amélioration de la rétention scolaire. L'Association des collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario participera aux projets conçus pour évaluer les avantages possibles du partage des ressources entre établissements; on étudiera les projets de partage de ressources pédagogiques et administratives.

Le Comité a prodigué des conseils au ministre sur les critères relatifs à l'affectation d'une subvention de 13 millions de dollars au titre de la restructuration du réseau collégial en 1993-1994. Cette subvention est utilisée pour appuyer les inscriptions supplémentaires aux programmes désignés par les collèges et leurs collectivités locales comme apportant une contribution importante à la reprise économique locale ou provinciale.



- a consultative and accessible approach, working collaboratively with boards of governors, college presidents, and the Association of Colleges of Applied Arts and Technology of Ontario, seeking broad input from other representatives of those who work and learn in the colleges;
- the development of a broad strategic understanding of major economic, social, cultural and educational issues facing Ontario, and of the problems and opportunities they present to the colleges;
- the development and maintenance of effective linkages with the school system and universities of Ontario;
- the evaluation of Ontario education issues in light of the experiences of other jurisdictions, both in and outside of Canada; and
- the re-evaluation of the Council's policy recommendations and its processes as required by changing social and economic circumstances.

In accomplishing its work the Council will collaborate on a regular basis with the Minister to update annual policy priorities.

### *Other Statutory Activities*

The Council has legislative authority to appoint governors to the local college boards. It has a further responsibility to provide support to the Ministry of Colleges and Universities and the Association of Colleges of Applied Arts and Technology in the area of orientation and development of individual boards.

In the area of human resource management, the Council is responsible for making recommendations to the Minister of Colleges and Universities regarding the salaries of administrative staff.

At this time, the Council is responsible for negotiating collective agreements with support and academic staff who are members of OPSEU. These responsibilities remain with Council pending legislation regarding the formation of an employers' association (Bill 23, 1st reading May 27, 1992).

The Council is also responsible, through agreement with the college boards in 1973, for sponsorship of the system's pension plan.

The Council assumes other ad hoc responsibilities as assigned by the Minister of Colleges and Universities.

- 
- une méthode d'élaboration de programmes de perfectionnement et de recyclage destinés aux personnes ayant fait leurs études à l'étranger et ayant besoin de cours ou de formation supplémentaires pour exercer un métier ou une profession.

Dès que le Conseil ontarien des affaires collégiales a pris connaissance de la lettre ouverte du ministre, il a donné le coup d'envoi à la création du Groupe consultatif et de coordination du PRA, en fonction de la recommandation touchant la représentativité mise de l'avant dans le rapport de 1992. M. Wesley Romulus, membre du Conseil ontarien des affaires collégiales, en assure la présidence.



### 3. The Council's Membership

In 1991 the Council collectively became involved in the nomination of candidates for membership through a process that parallels the one it uses to appoint local college boards as outlined in the Council's Model for Appointment of Local College Governors. Membership of the Council numbers between sixteen and a complement of eighteen to provide appropriate representation and participation. A search committee of Council members seeks candidates by contacting provincial organizations that might relate to areas of priority established by the Council to provide a balanced representation of skill, region, gender, language and cultural background that reflects the makeup of Ontario's population. Names of candidates are forwarded, through the Minister, to the Public Appointments Office of Cabinet on the basis of number of vacant seats plus two, and Cabinet selects its choices. Candidates may be asked to appear before the Public Appointments Committee of the Legislature for personal interview. The persons selected for membership on the Council are appointed by the Lieutenant Governor through an order in council.

As part of its protocol for board appointments, the Council agreed to recommend the appointment of a minimum of four Francophone members in order that a vibrant sub-committee could exist and work, in French, on issues effecting the growing French-speaking presence in the college system.

The Council meets monthly ten times a year. Members participate on one or more of the Council's Standing Committees; Francophone Affairs Committee, Governance Committee; Human Resources Committee and Executive Committee. Each of the Standing Committees and the Council in whole meet at each monthly meeting.

In addition to participation on standing committees, members serve as liaison team members to each of the colleges to enhance communication with boards of governors around governance and other system-wide issues.

In addition, the Council's members represent the interests of the colleges in numerous other provincial committees and initiatives.

The following members served the Council of Regents during the period September 1, 1992 to August 31, 1993:

#### Claire-Lucie Brunet

Claire-Lucie Brunet is a health professional, originally from northern Ontario, who returned to the north to practice in an Ignace community health centre. She has a background in government administration with the Ministry of Health, has worked as a family practitioner in northern Ontario and in Toronto, and has served on several boards and committees. Dr. Brunet also provides a Franco-Ontarian perspective to Council. She is a member of the Francophone Affairs Committee and the Governance Committee.

► D'ici septembre 1994, 50 pour 100 des cours offerts par chaque collège devraient être ouverts aux épreuves.

► Les candidates et candidats à la reconnaissance des acquis doivent être âgés de 19 ans ou plus ou détenir un diplôme d'études secondaires de l'Ontario.

► Au cours de la période initiale de trois ans, les candidates et candidats à la préparation d'un portfolio seront tenus de satisfaire aux critères linguistiques du cours ou du programme de leur choix.

► Les étudiantes et étudiants seront tenus de suivre des cours pour obtenir 25 pour 100 des crédits requis.

► Le personnel des collèges qui sera chargé d'évaluer les portfolios ou d'enseigner les cours de préparation des portfolios suivra auparavant un programme de formation.

Le ministre a demandé au Conseil ontarien des affaires collégiales de créer un Groupe consultatif et de coordination du Programme de reconnaissance des acquis chargé de guider la mise en oeuvre du programme durant cette période initiale de trois ans. Le Groupe du PRA sera chargé spécifiquement de prodiguer des conseils en matière de politique et de financement, de planifier et coordonner la formation et de faire connaître le PRA. Le Groupe du PRA doit aussi surveiller et évaluer l'expérience des collèges dans le domaine de la reconnaissance des acquis, et remettre au ministre un rapport annuel sur le sujet. Les membres du Groupe du PRA devaient refléter la diversité de la population de l'Ontario. Pour s'assurer que le PRA soit sensible aux besoins de la collectivité francophone, le ministre a demandé qu'au moins quatre représentantes ou représentants francophones jouissant du droit de vote soient nommés au Groupe.

Le ministre a également demandé au Groupe du PRA d'étudier plusieurs questions. Le Comité consultatif sur le PRA du Conseil ontarien des affaires collégiales en a signalé certaines; les autres proviennent de la réponse du gouvernement au *Rapport sur l'accès aux professions et aux métiers*. Il s'agit des questions suivantes :

► le coût et les avantages d'appliquer le PRA à l'évaluation de certains programmes non collégiaux;

► la compétence linguistique dans la préparation des portfolios et la possibilité d'élaborer des méthodes d'évaluation aux fins du PRA indépendantes de la compétence linguistique en anglais et en français;

► les coûts à long terme de l'adoption d'une méthode d'évaluation des titres étrangers dans le but de déterminer l'équivalence à accorder dans le réseau collégial;



## Diane Dubois

Diane Dubois is a partner in the family farm and the owner and manager of Fairlea Seeds Lab Services in the south-western region of the Province. She has been involved in many Francophone organizations, including ACFO and a planning committee for an education-community centre in London. Ms. Dubois is also a member of the Ontario Farm Women's Network. She is a member of the Governance Committee and serves on the School College Linkages Committee.

## Jacqueline Fraser

Jacqueline Fraser, who holds an M.Ed. and a B.A. from the University of Ottawa and a specialist degree in physical education, is a school teacher with experience at the elementary, secondary and university levels. She has been involved in a wide range of community and sports activities, one of which is coaching inter-scholastic competitive teams for the past 28 years. She was a member and chair of the St. Lawrence College St. Laurent board of governors, and president of her regional school athletics association. Ms. Fraser resides in Alexandria. She was chair of the Francophone Affairs Committee and a member of the Governance Committee.

## Ted Hargreaves

Ted Hargreaves is an accountant from the north-eastern region of the Province. His connections in North Bay are exemplary, ranging from the local hospital board, to service club work, to soup kitchen support. Mr. Hargreaves is the chair of the Human Resources Committee and also serves on the Human Resources Management Steering Committee. Mr. Hargreaves is a graduate of the college system.

## Richard Johnston (Chair)

Richard Johnston, was formally the MPP for Scarborough West from 1979 to 1990, and was NDP critic for colleges and universities and education during the last three years. As an MPP, he served on many select committees, including one on education. He was involved in a three-year revision of NDP education policy, which was approved at the party convention in March, 1991. When he retired from politics, Mr. Johnston served as a special advisor to the Minister of Municipal Affairs on the Toronto Islands.

From 1969 to 1972, Mr. Johnston was assistant to the master at Peter Robinson College, where he was involved in administration and academics and personal counseling. Mr. Johnston, who speaks French, is a Trent graduate.

Une série de 13 ateliers ont été préparés pour être offerts lors de la séance de formation provinciale du PRA qui a eu lieu en mai 1993 à Toronto. Au total, 104 personnes représentant le personnel enseignant et l'administration ont assisté à cette séance de formation qui s'est déroulée en anglais. On s'attend à ce que ces personnes s'occupent elles-mêmes de formation au PRA dans leur propre collège. Une séance provinciale semblable a eu lieu à Ottawa au début de juin en français.

## Politiques

Le groupe de travail sur les politiques a concentré ses efforts sur les politiques du PRA pour l'ensemble du réseau collégial, les aspects de l'élaboration de politiques du PRA qui incomberaient aux collèges, le genre de questions visées par les politiques du PRA et quelques-uns des problèmes associés aux politiques du PRA et des stratégies pour les résoudre.

## Projets pilotes du PRA

À la fin de 1991, le Comité consultatif sur la reconnaissance des acquis a lancé un appel de propositions pour des projets pilotes du PRA (projets pilotes de la phase I). Ces projets devaient permettre aux collèges d'effectuer de la recherche et d'étudier les différents aspects de la reconnaissance des acquis. Dix projets d'une valeur totale d'un million de dollars ont été financés et poursuivis en 1992-1993. On peut obtenir une description des projets auprès du Secrétariat du PRA.

## Lettre ouverte du ministre

La réponse officielle du gouvernement aux recommandations du Comité consultatif du PRA a été donnée par le ministre de l'Éducation et de la Formation Dave Cooke le 18 février 1993. Dans sa lettre ouverte au réseau collégial, le ministre a annoncé que le gouvernement avait donné son approbation finale à la création d'un programme de reconnaissance des acquis pour les collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario.

Le gouvernement a décidé d'introduire officiellement le programme de reconnaissance des acquis dans les collèges ontariens en fonction d'un cadre d'action comportant les mesures suivantes :

- Au cours de la période initiale de trois ans, le programme de reconnaissance des acquis portera sur la préparation d'un portfolio et sur les épreuves. Le portfolio consistera en une collection de documents reflétant la formation de l'adulte que les professeurs des collèges utiliseront pour déterminer s'ils accorderont un crédit. Les épreuves comprendront des tests, projets ou démonstrations spécifiques que les candidats et candidats pourront passer ou réaliser pour obtenir un crédit pour un cours collégial particulier. Les deux méthodes d'évaluation seront adoptées progressivement durant cette période initiale.



## Joan Grant-Cummings

Joan Grant-Cummings is the Executive Director for Women's Health in Women's Hands - A Community Health Centre for Women in central Ontario. She has been a board member of a number of different community-based organizations. Ms. Grant-Cummings is currently a member of the Jamaican Canadian Association's Women's Committee; Chair of the Board of Intercede - Toronto Organization for Domestic Workers; Chair, Working Skills Centre for Women; past Chair, Metro wide Committee on Ethnoracial Access to Mental Health Services; past Administrative Coordinator, Immigrant Women's Health Centre; and founding member of the Ontario Black Women's Coalition. She is a member of the Human Resources Committee.

## Mary-Lou Iahtail

Ms. Iahtail is a primary classroom teacher in the northern region of the Province. Her community involvement has been with various Aboriginal groups throughout the Province. Ms. Iahtail brings both a northern and Aboriginal perspective to the Council. She is a member of the Governance Committee.

## Sandy Lockhart

Sandy Lockhart is a professor with Trent University and is from the central-eastern region of the Province. He has had extensive involvement in aboriginal issues and in provincial policy development. In addition, Dr. Lockhart is a graduate of both the college system and the university system. He represented the Council on the Task Force on Advanced Training and is a member of the Governance Committee.

## Jacques Marchard

Jacques Marchand is a retired businessman from the Penetanguishene area. He has been the owner and manager of several companies in the private sector, including holding companies, auto parts manufacturing and several small and medium sized companies in the investment field. He is a member of the Francophone Affairs Committee and the Human Resources Committee.

## Bev Marshman

Bev Marshman is a professor in the Department of Applied Mathematics at the University of Waterloo. Dr. Marshman's strongest interest is in teaching and learning innovations; she serves on the university's Advisory Council on Academic Human Resources. She is from the south-western region of the Province. Dr. Marshman is the chair of the Governance Committee.

## 9. Programme de reconnaissance des acquis (PRA)

La reconnaissance des acquis est un processus qui a recours à une variété d'outils pour aider les apprenantes et les apprenants à recenser, définir et démontrer les apprentissages qu'ils ont déjà faits grâce à des études et à des expériences de travail et de vie non reconnues par les mécanismes officiels d'octroi de crédits. Ce processus permet d'évaluer les apprentissages antérieurs en fonction de normes scolaires définies et d'octroyer éventuellement des crédits. Après plusieurs années de recherche, le PRA est passé, en 1992-1993, de l'étape d'un concept à celle d'une recommandation puis au début d'un processus devant être mis en œuvre dans l'ensemble des collèges de l'Ontario.

Le Comité consultatif sur la reconnaissance des acquis, créé par le Conseil ontarien des affaires collégiales à la demande du ministre des Collèges et Universités, a publié son rapport final en juillet 1992. Après une année de planification, de recherche, de consultations et de délibérations, le rapport recommande la mise en œuvre d'un système complet d'évaluation et d'agrément des acquis dans le réseau collégial ontarien. Il renferme des conseils à l'intention du ministre sur la mise en œuvre du programme, à savoir les méthodes, les politiques scolaires, le financement et la création d'un groupe consultatif et de coordination du PRA. Le mandat du Comité consultatif sur la reconnaissance des acquis a pris fin avec la publication de son rapport final.

Dans l'attente d'une réponse positive du gouvernement aux recommandations du rapport, le Conseil ontarien des affaires collégiales a créé deux groupes de travail regroupés sous le nom de «comité de préparation à la mise en œuvre du PRA». Les groupes sont composés essentiellement d'enseignantes et d'enseignants et d'administratrices et d'administrateurs des collèges, ainsi que de membres du personnel du secrétariat du PRA, en plus de représentantes et représentants du secteur universitaire et d'autres établissements d'enseignement postsecondaire. L'un des groupes s'est penché sur l'élaboration d'un plan de formation pour le PRA, y compris la conception et la prestation de la formation au PRA pour le réseau collégial. L'autre groupe s'est occupé exclusivement des questions touchant à l'élaboration d'une politique et a relevé 33 dossiers connexes qui pourraient influencer sur le PRA à l'échelon provincial ou collégial.

### Formation

Le groupe de travail du comité de préparation à la mise en œuvre du PRA qui s'est occupé de formation estime que la formation est un aspect important de l'introduction du PRA dans le réseau collégial. Il est important de sensibiliser les gens au PRA et de les encourager à jouer un rôle actif à ce chapitre. On a donc insisté sur l'élaboration et la planification de la formation. Le groupe de travail a décidé que le mandat du programme de formation au PRA est de répondre aux besoins de toutes les personnes participant à la conception et à la prestation du PRA et d'établir des pratiques stables et uniformes pour l'ensemble du réseau collégial.



## Val McGregor

Val McGregor is a member of the Pottawatamie-Odawa nation. She is currently the principal of Heron Bay School in Northern Ontario. Ms. McGregor has several years of experience in the field of education. She is also actively involved in the Aboriginal community. She was a member of the Harassment Task Force and sits on the Aboriginal Education Council. She is a Governance Committee member.

## Robert Millaire

Robert Millaire is from the eastern region of the Province and is an executive assistant to the Franco-Ontarian Teachers Association. Mr. Millaire is the chair of the Francophone Affairs Committee of Council.

## Joseph Ng

Joe Ng is a social worker from the central region of the Province. He has been very involved in his community, including the Federation of Chinese Canadians in Scarborough, the Scarborough Mayor's Task Force on Race Relations and the Association of Chinese Social Service Workers of Metro Toronto. Mr. Ng is a member of the Governance Committee.

## Harry Picken

Mr. Picken has had a varied career as an engineer in the field of aviation. Mr. Picken is also a professional pianist and organist and has recorded two albums. He has served on the Technology Advisory Board and the Board of Niagara College. Mr. Picken resides in the southern region of the Province. He is a member of the Human Resources Committee.

## Wesley Romulus

Wesley Romulus is a native of Haiti, who has a background in teaching and administration of a national youth service. He is currently director of the *Centre médico-social communautaire*, a French-language community centre which provides health and social services to Francophones in Toronto. Mr. Romulus resides in the central region of the province. He is a member of the Francophone Affairs Committee and the Human Resources Committee.

On a tout de suite entamé la recherche de personnes pouvant siéger au conseil d'administration du CNAPC. Le conseil d'administration du CNAPC compte maintenant 20 membres votants; la moitié vient du réseau collégial et l'autre, de l'extérieur. En outre, sept personnes assurent la liaison avec les syndicats, les employeurs, les associations professionnelles, les étudiantes et étudiants, ainsi que les communautés francophone, autochtone et multiculturelles. On a également veillé à ce que les femmes et les hommes y soient représentés et à assurer une représentativité géographique et linguistique. Richard Johnston, président du Conseil ontarien des affaires collégiales, a été nommé directeur intérimaire du CNAPC; Kathryn Woodcock qui est membre du Conseil ontarien des affaires collégiales a été nommée présidente intérimaire du CNAPC. Le conseil d'administration a tenu une réunion d'orientation en juin 1993 pour préparer ses activités de l'automne.

Le ministère et le CNAPC ont commencé la mise sur pied de projets pilotes dans le domaine des normes liées aux aptitudes professionnelles. Ces projets devaient servir d'outils non seulement pour élaborer des normes initiales, mais aussi pour relever et élucider les processus qui conviendraient à leur développement. Les projets pilotes ont été adoptés en deux étapes. On a également pris les mesures nécessaires pour faire venir du personnel des collèges au CNAPC, par le biais de détachements, pour travailler à l'élaboration des résultats en matière d'aptitudes générales. Les cinq aptitudes générales énoncées dans le protocole d'entente sont les communications, les mathématiques, la culture informatique, les aptitudes relationnelles et la capacité d'analyse. Enfin, on a fait venir des membres du personnel des collèges, par le biais de détachements, pour travailler à l'élaboration d'objectifs et d'un cadre pour la formation générale.



## Pat Salituri

Pat Salituri holds an associate degree in electronics engineering technology from the Western Ontario Institute of Technology, now St. Clair College. Mr. Salituri has been employed in a number of senior management positions within Algoma Steel in Sault Ste. Marie. He is a past chair and member of the Sault College board of governors. Mr. Salituri resides in the north-eastern region of the Province. He is a member of the Human Resources Committee and serves on its Pension Consultative Committee.

## James L. Turk

Jim Turk is the director of education with the Ontario Federation of Labour. Dr. Turk's community service includes involvement with the Ontario Ministry of Education, Learning Programs Advisory Council, Provincial Advisory Committee on Evaluation Policies and Practices, Labour College of Canada, Curriculum Development Advisory Committee, Canadian Labour Congress, National Educational Advisory Committee, Labour Council of Metropolitan Toronto - Education and Skills Training Centre Advisory Committee and he has served as director of the labour studies program, University College, University of Toronto. Dr. Turk resides in the central region of the province. He was acting chair of the Council prior to the appointment of Richard Johnston. He is a member of the Governance Committee and served on the CSAC Establishment Board.

## Marilyne White

Marilyne White is a service representative for the Airline Division of the Canadian Union of Public Employees. Ms. White is currently the Vice Chair of the Council of Regents and is a past board member of Humber College board of governors. Ms. White is active in a number of women's organizations. She resides in the central region of the province. She headed the Council's Harassment Task Force and is a member of the Human Resources Committee.

## Kathryn Woodcock

Ms. Woodcock is a professional engineer, a full member of the Human Factors Association of Canada and the Human Factors and Ergonomics Society. Ms. Woodcock's vast experience has been at the executive level of hospital administration. She has been active in the Association of Late-Deafened Adults, now on the Board (Secretary for 1993/94) and was instrumental in the founding of the Canadian Deafened Persons Association. Ms. Woodcock was the first deaf president of the board of the Canadian Hearing Society and was recently elected to the Board of the National Captioning Institute. She is a member of the Governance Committee and is the interim chair of the CSAC Board.

## 8. Conseil des normes et de l'agrément des programmes collégiaux (CNAPC)

En juillet 1992, le Conseil d'établissement du CNAPC, créé par le ministre en septembre 1991, a publié son rapport final dans lequel il met de l'avant ses recommandations touchant aux principaux aspects du mandat du CNAPC, à savoir la formation générale, les aptitudes générales, les résultats en matière d'aptitudes professionnelles, la révision des programmes, la structure et la composition du Conseil et de ses organismes connexes. De plus, le rapport présente une estimation des coûts rattachés au fonctionnement du CNAPC pendant les cinq premières années.

À la lumière de ces recommandations, le Conseil des ministres a donné son approbation finale à la création du CNAPC en février 1993. Le CNAPC a été créé par voie de décret et investi du mandat de prodiguer des conseils au Conseil ontarien des affaires collégiales sur les titres collégiaux et sur les normes et l'agrément des programmes. Un protocole d'entente conclu par le ministre de l'Éducation et de la Formation, le Conseil ontarien des affaires collégiales et le CNAPC donne au CNAPC la responsabilité des normes et de l'agrément des programmes et demande que celui-ci rende compte au ministre par le biais du Conseil ontarien des affaires collégiales.

Le protocole énonce le mandat du CNAPC. En voici les quatre principaux éléments :

- définir les titres collégiaux, établir les normes et accorder l'agrément des programmes collégiaux financés par les fonds publics;
- approuver, dans le cas de chaque programme, un document relatif aux normes du programme valables à l'échelle du réseau qui précisera les résultats d'apprentissage en matière d'aptitudes générales et d'aptitudes professionnelles reliées au programme, de même que tout critère d'admissibilité particulier au programme;
- définir les buts de la formation générale et le cadre des domaines et des grands objectifs et exiger que les programmes agréés par lui comprennent une proportion déterminée de formation générale;

- superviser le processus de révision des programmes à l'échelle du réseau collégial au moyen d'une série d'indicateurs permettant de recueillir des renseignements sur la réalisation et la pertinence des résultats d'apprentissage du programme, ainsi que des suggestions portant sur des changements à apporter aux normes pour en assurer la pertinence.

# Standing Committee Membership

## **Francophone Affairs Committee**

Dr. C.L. Brunet  
Ms. D. Dubois  
Ms. J. Fraser  
Ms. M.L. Iahtail  
Mr. J. Marchand  
Mr. W. Romulus

## **Governance Committee**

Dr. C.L. Brunet  
Ms. D. Dubois  
Ms. J. Fraser  
Ms. M.L. Iahtail  
Ms. B. Marshman  
Ms. V. McGregor  
Mr. R. Millaire  
Mr. J. Ng  
Mr. H. Picken  
Mr. J. Turk  
Ms. K. Woodcock

## **Human Resources Committee**

Mr. D. Light\*  
Ms. J. Grant-Cummings  
Mr. T. Hargreaves  
Mr. J. Marchand  
Mr. R. Millaire  
Mr. W. Romulus  
Mr. P. Salituri  
Ms. M. White

## **Executive Committee**

Ms. J. Fraser  
Mr. T. Hargreaves  
Mr. R. Johnston  
Mr. D. Light\*  
Ms. B. Marshman  
Ms. V. McGregor  
Mr. R. Millaire  
Ms. M. White

\*Doug Light, past president of George Brown College, was non-voting chair of the Human Resources Committee in his role as human resources advisor to the chair of the Council.



## Contrat social

Le 1<sup>er</sup> août 1993 des représentants et des représentants du Comité consultatif du personnel administratif (CCPA) ont signé une entente sectorielle et une entente locale de trois ans, soit la durée du contrat social. Les dispositions en cas d'échec ont été mises en oeuvre pour les deux unités de négociation représentées par le SEFPO. Les unités de négociation et le Conseil ontarien des affaires collégiales ont jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1994 pour négocier une entente locale pour les deuxième et troisième années du contrat social.

## Négociation avec le personnel scolaire

Une entente de trois ans en vigueur du 1<sup>er</sup> septembre 1991 au 31 août 1994 a été ratifiée le 30 septembre 1992 et signée le 9 novembre 1992. L'entente prévoit la création d'un groupe de travail qui examinera le fonctionnement du réseau collégial pour veiller à la qualité de l'éducation dans le cadre de contraintes budgétaires. Le groupe de travail que l'on surnomme Marcotte II est présidé de façon neutre par M. Bill Marcotte qui a déjà négocié au nom des parties. L'avis de négociation pourrait être donné en janvier 1994.

## Négociation avec le personnel de soutien

Une entente de deux ans en vigueur du 1<sup>er</sup> septembre 1992 au 31 août 1994 a été ratifiée le 21 octobre 1992. L'avis de négociation pourrait être donné en janvier 1994.

## Personnel administratif

À l'été 1993, le CCPA a été officiellement reconnu par le ministre des Finances aux fins de la négociation dans le cadre du contrat social. L'entente locale signée aux termes du contrat social stipule que le CCPA pourra être reconnu officiellement par le Conseil ontarien des affaires collégiales si la majorité des administratrices et des administrateurs des collèges vote en faveur qu'un organisme provincial les représente.

## Équité salariale

Les négociations relatives au plan d'équité salariale du personnel de soutien à plein temps se sont terminées avec succès le 21 mai 1993. Le Conseil ontarien des affaires collégiales travaille actuellement avec les collèges pour élaborer un plan central pour les employées et les employés ne faisant pas partie d'une unité de négociation qui pourra être mis en oeuvre dans chacun des collèges.

## Liaison Teams

The Council's members participate on liaison teams for each of the colleges. The teams aim to enhance communication with boards around the appointment of college governors and other system-wide issues as required. The liaison teams met at least once with their respective college boards during September 1, 1992 to August 31, 1993. Teams always include at least one Council member but may also include Council staff.

<b>Algonquin</b>	Richard Johnston Robert Millaire	<b>Mohawk</b>	Marilyne White Harry Picken
<b>Cambrian</b>	Ted Hargreaves Pat Salituri	<b>Niagara</b>	Wesley Romulus Harry Picken
<b>Canadore</b>	Ted Hargreaves	<b>Northern</b>	Ted Hargreaves Mary Lou Iahtail
<b>Centennial</b>	Kathryn Woodcock Julie Williams	<b>St. Clair</b>	Diane Dubois Terry Pitre
<b>La Cité</b>	Richard Johnston	<b>St. Lawrence</b>	Richard Johnston
<b>Conestoga</b>	Richard Johnston Bev Marshman	<b>Sault</b>	Ted Hargreaves Pat Salituri
<b>Confederation</b>	Claire-Lucie Brunet Terry Pitre	<b>Seneca</b>	Jim Turk Terry Pitre
<b>Durham</b>	Joe Ng Terry Pitre	<b>Sheridan</b>	Richard Johnston Julie Williams
<b>Fanshawe</b>	Diane Dubois Bev Marshman	<b>Sir Sandford Fleming</b>	Richard Johnston Sandy Lockhart
<b>George Brown</b>	Joe Ng Richard Johnston		
<b>Georgian</b>	Wesley Romulus Ian McArdle		
<b>Humber</b>	Kathryn Woodcock Terry Pitre		
<b>Lambton</b>	Richard Johnston Terry Pitre		
<b>Loyalist</b>	Richard Johnston		

## 7. Négociation collective et gestion des ressources humaines

Le Secrétariat des ressources humaines du Conseil ontarien des affaires collégiales (COAC) :

► fournit des services de secrétariat complets au COAC pour l'ensemble des fonctions touchant aux relations patronales-syndicales, notamment aux conditions d'emploi du personnel syndiqué et non syndiqué des collèges et ce, par le biais du Comité des ressources humaines et du Comité directeur sur la gestion des ressources humaines (avant août 1992 connu sous le nom de Comité des affaires du personnel) du COAC;

► donne son avis lors de l'élaboration des politiques et programmes gouvernementaux qui peuvent avoir une incidence dans les collèges sur les plans des ressources humaines et de la main-d'œuvre (équité salariale, équité en matière d'emploi, réforme du régime de retraite).

Une des fonctions principales du Secrétariat des ressources humaines du COAC porte sur la négociation collective avec le personnel syndiqué des collèges ontariens. Les collèges communautaires de l'Ontario comptent plus de 17 000 personnes travaillant à plein temps dont presque 90 pour 100 se retrouvent au sein du personnel scolaire et de soutien syndiqué.

Le COAC est le mandataire des collèges, tous des employeurs distincts, pendant les négociations avec les deux unités de négociation pertinentes du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO), soit la division du personnel scolaire des CAAT et la division du personnel de soutien des CAAT. Des équipes de négociation distinctes sont créées pour négocier avec les personnes représentant ces deux divisions. Ces équipes se composent de personnes représentant les collèges ainsi que de membres du Secrétariat. La négociation collective est régie par la *Loi sur la négociation collective dans les collèges*.

Le COAC formule également des recommandations à l'intention du ministre de l'Éducation et de la Formation concernant le salaire du personnel administratif. Grâce à une entente conclue en 1973 avec les conseils d'administration des collèges, le COAC est aussi responsable du parrainage du régime de retraite du réseau collégial.

Voici quelles ont été les principales activités du COAC dans ce domaine du 1<sup>er</sup> septembre 1992 au 31 août 1993.



From September 1, 1992 - August 31, 1993 the Council's members participated on the following college initiatives:

ACFA - R. Millaire

Restructuring Committee - W. Romulus

CSAC - K. Woodcock

PLA Advisory Committee - W. Romulus

Task Force on Advanced Training - S. Lockhart

College Funding Review Committee - R. Johnston

Broader Public Sector Advisory Committee - R. Johnston

Council of Governors - R. Johnston

Council of Presidents/COPEX - R. Johnston

OTAB College Reference Group - R. Johnston

OTAB Education/Training Steering Committee - R. Johnston

Aboriginal Education Council - V. McGregor

Auto Sector Training Task Force - J. Turk

Print Challenge Task Force - J. Ng

Social Contract - R. Johnston

Presentation to Royal Commission on Learning - R. Johnston

Pension Consultative Committee - P. Salituri

School/Colleges Linkages Committee - M. White/D. Dubois

ACAATO Planning Committee - H. Picken

Human Resources Management Steering Committee - T. Hargreaves/R. Johnston

Comité de sélection du COAC pour les collèges francophones - D. Dubois/

R. Millaire/C.L. Brunet/J. Marchand

Steering Committee on the Implementation of French-Language Colleges Initiative -  
R. Johnston

Pour répondre à la demande du ministre de lui fournir des conseils concernant la gestion des collèges, le Conseil a invité le milieu collégial, en novembre 1992, à lui faire part de ses observations et de ses préoccupations concernant la gestion des collèges dans le cadre d'un examen global comprenant l'examen de la composition des conseils d'administration, la nomination des membres externes et l'élection des membres internes, le rôle et la responsabilité des administratrices et administrateurs, des présidentes et présidents et des conseils des collèges, la formation des administratrices et des administrateurs et d'autres questions liées au fonctionnement. La date limite du printemps 1993 a été reportée et le Conseil a continué de recevoir des commentaires pendant l'été de la part des conseils d'administration des collèges, du Conseil des présidentes et présidents, du Conseil des présidentes et présidents des conseils d'administration, du SEFPO, des sections locales dans les collèges, des conseils des collèges et des groupes d'employés et d'emploies. Après avoir examiné les commentaires reçus, le Conseil préparera l'ébauche de recommandations qui seront distribuées aux collèges à des fins de commentaires avant de communiquer ses recommandations finales au ministre de l'Éducation et de la Formation.

## 4. The Council's Staff

The Council's work is assisted by a permanent secretariat and research staff, which is supplemented by secondments from the college system and the Ministry as required for special policy projects. The Council values the college expertise and perspective that is brought to Council initiatives through the participation of college community employees on a secondment basis.

In April 1993, the Council's Human Resources secretariat was transferred from the Ministry of Education and Training to be officially based with the Council.

### **Council Secretariat**

Charmaine Cole  
Julie Williams  
Angela Lukach  
Terry Pitre  
Ananda Kodikara  
Brian Wolfe

### **Council/Human Resources Secretariat**

Joanne Echlin (college secondment)  
Sandi Johnson (college secondment)  
Shirley Kehimkar  
Stephen Lee Kam  
Ian McArdle  
John Podmore (college secondment)  
Dennis Stapinski (college secondment)

### **CSAC Secretariat**

Bill Cruden (college secondment)  
Sylvie Landry-Decker (Ministry of Education and Training secondment)  
Linda Munro (Ministry of Education and Training secondment)  
Norm Rowen  
Victoria Sonosky (Ministry of Education and Training secondment)  
Ann Wilson

### **PLA Secretariat**

Simoni Grant  
Barbara Lidston  
Louis Lizotte (Ministry of Education and Training secondment)  
Hilroy Thomas  
Joy Van Kleef

### **Restructuring Secretariat**

Berry Calder (college secondment)  
Peter McKeracher (college secondment)  
Heather Russell (college secondment)



Le Conseil ontarien des affaires collégiales est habilité à nommer aux conseils d'administration des collèges de l'Ontario des personnes qualifiées représentant la population et à reconduire leur mandat, le cas échéant. Le processus de nomination et de sélection est fonction du protocole annuel préparé par chaque conseil d'administration dans lequel celui-ci énonce ses besoins et objectifs à long terme. Les membres doivent posséder des compétences qui aideront réellement le collège à atteindre ses objectifs; ils doivent être représentatifs de la collectivité et y être actifs. Le Conseil nomme les membres des conseils d'administration ou reconduit leur mandat d'après les recommandations du Comité de la gestion, et du Comité des affaires francophones dans les cas des membres francophones.

Les membres des conseils d'administration sont nommés pour un mandat de trois ans qui peut être reconduit pour une autre période de trois ans. Chaque conseil d'administration compte seize membres, dont douze sont externes et quatre sont internes, c'est-à-dire élus par les groupes au sein du collège (personnel administratif, scolaire et de soutien ainsi que les étudiantes et étudiants). La présidente ou le président du collège, du fait de son mandat, est le dix-septième membre du conseil d'administration.

À l'automne 1992 et au printemps 1993, le Comité de la gestion a recommandé au Conseil la nomination de 62 administratrices et administrateurs et la reconduction du mandat de 34 membres.

En plus de s'occuper de la nomination des membres des conseils d'administration et de la reconduction de leur mandat, le Comité s'est penché sur deux dossiers connexes. Le premier concerne la date limite des nominations d'un an. La règle actuelle prévoit que les membres nommés après le 30 juin ne sont pas nommés pour un an. Les mandats durent actuellement du 1<sup>er</sup> septembre d'une année au 31 août de l'année suivante. Le Comité a donc recommandé au Conseil que la nouvelle date limite soit fixée au 28 février.

On a également demandé au Comité de décider si on devait limiter à deux les mandats des membres internes étant donné que ces membres sont élus au conseil d'administration. Le Comité a recommandé au Conseil d'envoyer une lettre aux sections locales dans les collèges pour expliquer qu'il doit actuellement s'en tenir à la limite de deux mandats prévue dans le règlement. On recommande que cette question fasse partie de l'examen de la gestion des collèges.



Secrétariat des ressources humaines  
1<sup>er</sup> avril 1993 - 31 août 1993

Le 1<sup>er</sup> avril 1993, le budget du Secrétariat des ressources humaines est passé aux mains du Conseil. Auparavant, le budget du Secrétariat relevait d'une direction au sein du ministère.

Salaire	110 801 \$	TOTAL PARTIEL 110 801 \$
DÉPLACEMENTS		
Personnel	3 360 \$	
Autres	1 578 \$	TOTAL PARTIEL 4 938 \$
SERVICES		
Dépenses pour les réunions	308 \$	
Perfectionnement professionnel	207 \$	TOTAL PARTIEL 515 \$
FOURNITURES ET MATÉRIEL		
		TOTAL PARTIEL 10 670 \$
		TOTAL 126 924 \$



## 6. Governance Issues

The Ontario Council of Regents has the legislated responsibility for the appointment and reappointment of appropriately skilled and representative governors to the boards of Ontario's colleges. The process of nomination and selection is based on a protocol submitted annually by each board, outlining long-term needs and objectives; nominations should include persons whose qualifications will clearly assist the college in achieving specific goals, while at the same time providing balanced representation of, and strong links to, the community. The Council appoints and reappoints governors to college boards based on the recommendations of the Governance Committee and of the Francophone Affairs Committee for Francophone appointments.

College board members are appointed for one term of three years and are eligible for reappointment to a second three-year term. Each college board has sixteen members, twelve of whom are appointed from the external community and four of whom are elected by the college constituency groups (administration, academic and support staff and students) and appointed as internal members of the board. The college president, by virtue of office, is the seventeenth member of each board.

Throughout the fall of 1992 and the spring of 1993, the Governance Committee recommended to the Council the appointment of 62 governors and the reappointment of 34 governors.

In addition to the appointment and reappointments of college boards of governors, the Committee discussed two related issues. The first was regarding the calendar "cut off" for one-year appointments. The existing rule was that appointment to a board after June 30th would not constitute a one-year appointment. With terms now running from September 1 through to August 31, the Committee recommended to Council that the new "cut off" date should be February 28th.

The Committee was also asked to consider whether internal members should be restricted to a two-term limit on board service since those persons come to the boards through election process. The Committee recommended that Council direct a letter to college unions explaining that Council is presently bound to the two-term restriction by regulation. It recommended that the issue be considered as part of the governance review.

Comité sur la restructuration des collèges  
1<sup>er</sup> septembre 1992 - 31 août 1993

Détachements 65 853 \$

TOTAL PARTIEL 65 853 \$

DÉPLACEMENTS  
Personnel  
Autres

4 801 \$  
11 724 \$

TOTAL PARTIEL 16 525 \$

SERVICES

Dépenses pour les réunions 23 \$  
Location photocop. et matériel de bureau 747 \$

TOTAL PARTIEL 770 \$

FOURNITURES ET MATÉRIEL

TOTAL PARTIEL 6 078 \$

TOTAL 89 226 \$

In order to respond to a request from the Minister to provide advice regarding governance in the colleges, in November 1992 the Council invited the college community to submit their views and concerns regarding governance in the colleges as part of a system-wide review of a range of issues including composition of boards; appointment of external members and election of internal members; roles/accountability of governors, presidents and college councils; training for governors; and other operational matters. The Spring '93 deadline was extended and the Council continued to receive significant response throughout the Summer from individual college boards, COP and COG, OPSEU, individual college locals, college councils and employee groups. After reviewing the submissions, the Council will produce draft recommendations for circulation to the system for consultation before forwarding final advice to the Minister of Education and Training.



Programme de reconnaissance des acquis  
1<sup>er</sup> septembre 1992 - 31 août 1993

Salaires  
Détachements

162 524 \$  
52 969 \$

TOTAL PARTIEL 215 493 \$

DÉPLACEMENTS  
Personnel  
Autres

7 481 \$  
28 765 \$

TOTAL PARTIEL 36 246 \$

SERVICES

Dépenses pour les réunions  
Perfectionnement professionnel  
Entretien / Réparations  
Location photocop. et matériel de bureau

29 442 \$  
4 206 \$  
8 225 \$  
747 \$

TOTAL PARTIEL 42 620 \$

FOURNITURES ET MATÉRIEL

TOTAL PARTIEL 19 965 \$

TOTAL 314 324 \$

## 7. Collective Bargaining /Human Resource Management

The Human Resources Secretariat of the Council of Regents provides:

- Comprehensive secretariat services to the Council of Regents with respect to the full range of the Council's responsibilities for labour and employee relations matters, including the terms and conditions of employment for all unionized and non-unionized college employees through the Council of Regents' Human Resources Committee and the Human Resources Management Steering Committee (prior to August 1992, known as Staff Affairs).
- Input on government policy and program development which may have human resource and labour implications for the colleges (such as pay equity, employment equity, pension reform).

One of the primary functions of the Human Resources secretariat of the Council of Regents is collective bargaining with the unionized staff of Ontario's colleges. Of the over 17,000 full-time staff of Ontario's community colleges, the unionized academic and support staff make up almost 90% of the total.

The Council acts as an agent for the colleges, which are each separate employers, in negotiations with the two relevant bargaining units of the Ontario Public Service Employees Union (OPSEU) -- the CAAT Academic Division and the CAAT Support Staff Division. Separate bargaining teams are set up to negotiate with representatives from OPSEU Academic and OPSEU Support Staff. The teams include representatives from the colleges as well as members of the Secretariat. Collective bargaining is conducted under specific legislation known as the Colleges' Collective Bargaining Act.

The Council also makes recommendations to the Minister of Education and Training regarding the salaries of administrative staff.

The Council, through agreement with the college boards in 1973, is also responsible for the sponsorship of the system's pension plan.

The major focus of the Council's activities in these areas during September 1, 1992 to August 31, 1993 were as follows:

### Social Contract

On August 1, 1993, a Sectoral Framework and Local Agreement were signed by representatives of the Administrative Staff Consultative Committee, covering the three year period of the Social Contract. The failsafe program was implemented for the two bargaining units represented by OPSEU. The bargaining units and the Council of Regents have until March 1st, 1994 to negotiate a local agreement for the second and third years of the Social Contract.

Salaire	133 617 \$
Détachements	21 026 \$
<b>TOTAL PARTIEL</b>	<b>154 643 \$</b>

DÉPLACEMENTS	
Personnel	2 825 \$
Autres	5 371 \$
<b>TOTAL PARTIEL</b>	<b>8 196 \$</b>

SERVICES	
Dépenses pour les réunions	795 \$
Perfectionnement professionnel	25 \$
Entretien / Réparations	16 567 \$
Location photocop. et matériel de bureau	747 \$
Autres services non précisés	140 \$
<b>TOTAL PARTIEL</b>	<b>18 274 \$</b>

FOURNITURES ET MATÉRIEL	
<b>TOTAL PARTIEL</b>	<b>33 578 \$</b>

<b>TOTAL</b>	<b>214 691 \$</b>
--------------	-------------------



## Academic Bargaining Unit

A three-year agreement covering September 1, 1991 to August 31, 1994 was ratified on September 30, 1992 (signed November 9, 1992). Flowing from the collective agreement was the establishment of a task force to examine the operation of the college system to ensure that delivery of high quality education be carried out in a fiscally responsible manner. It has been dubbed Marcotte II in reference to the neutral chair Dr. Bill Marcotte who has acted for the parties before. Notice to bargain could be served in January 1994.

## Support Staff Bargaining Unit

A two-year collective agreement covering September 1, 1992 to August 31, 1994 was ratified on October 21, 1992. Notice to bargain could be served in January 1994.

## Administrative Staff

In the summer of 1993, the Administrative Staff Consultative Committee (ASCC) was formally recognized by the Minister of Finance for Social Contract bargaining purposes. As part of the signed Social Contract Local Agreement, the ASCC has the opportunity to receive voluntary recognition from the Council of Regents if the majority of college administrators vote in favour of having a provincial organization represent them.

## Pay Equity

The negotiations for the full-time Support Staff Pay Equity Plan successfully concluded on May 21, 1993. The Council of Regents is currently working with the colleges to develop a central third plan (non-bargaining unit employees) that can be implemented at each College.

SALAIRES 318 950 \$ TOTAL PARTIEL 318 950 \$

DÉPLACEMENTS 12 139 \$ Personnel  
54 432 \$ Autres  
TOTAL PARTIEL 66 571 \$

SERVICES 20 743 \$ Dépenses pour les réunions  
36 313 \$ Indemnités quotidiennes  
27 273 \$ Services d'experts-conseils  
1 153 \$ Perfectionnement professionnel  
26 005 \$ Entretien / Réparations  
12 552 \$ Traduction / Interprétation  
1 801 \$ Communications  
861 \$ Location photocop. et matériel de bureau  
439 \$ Autres services non précisés  
TOTAL PARTIEL 127 140 \$

FOURNITURES ET MATÉRIEL 60 426 \$ TOTAL PARTIEL  
TOTAL 573 087 \$

## 8. College Standards and Accreditation Council (CSAC)

In July, 1992, the CSAC Establishment Board, created by the Minister in September 1991, filed its final report. The report offered recommendations in the main areas of CSAC's mandate, namely general education, generic skills, vocational outcomes, program review, the structure and membership of a Board and subsidiary bodies, as well as providing estimates of the possible costs for the first five years of CSAC's operation.

Based on these recommendations, Cabinet gave final approval to the creation of CSAC in February, 1993. By order in council, CSAC was established to provide advice to the Council of Regents on college credentials, program standards and accreditation. By memorandum of understanding among the Minister of Education and Training, the Council of Regents and CSAC, responsibility for standards and accreditation would be exercised by CSAC, and it would report to the Minister through the Council of Regents.

The memorandum sets out the Terms of Reference for CSAC. Four principal functions are described:

- to define credentials for, set standards for and accredit publicly funded college programs;
- to approve for each program a system-wide program standards document which will specify learning outcomes for both generic skills and program-specific vocational skills, and any specific admission requirements;
- to define both general education goals and a framework of content areas and broad objectives, and to require that programs accredited by CSAC include a defined amount of general education;
- to oversee system-wide program review using a variety of indicators of the attainment and appropriateness of the learning outcomes established for the program, as well as suggestions about changes required to ensure the relevancy of the standards.

A search for representatives to sit on the CSAC Board was immediately undertaken. As a result of that process, the CSAC Board now has 20 voting members, half internal to the colleges and half external. In addition, there are 7 liaison members. Labour, business, professional organizations, students and the Francophone, aboriginal and multicultural communities are all represented. Regional, gender and linguistic representation were also considered in the selection of the Board members. Richard Johnston, chair of the Council of Regents, was appointed Acting Director of CSAC; Kathryn Woodcock, a member of the Council of Regents, was made interim chair of CSAC. The Board held an orientation meeting in June, 1993, in preparation for the beginning of its substantive work in the Fall.



5. Dépenses de fonctionnement

Conseil ontarien des affaires collégiales  
1<sup>er</sup> septembre 1992 au 31 août 1993

Ces chiffres résument les dépenses associées au secrétariat du Conseil ontarien des affaires collégiales, au Conseil des normes et de l'agrément des programmes collégiaux, au Programme de reconnaissance des acquis, au Comité directeur sur la reconstruction des collèges et au Secrétariat des ressources humaines. Les dépenses engagées pour chacune de ces activités sont présentées séparément dans les pages qui suivent.

SALAIRES	FPO	Détachements	TOTAL PARTIEL
	725 892 \$	139 848 \$	865 740 \$

DÉPLACEMENTS	Personnel	Autres	TOTAL PARTIEL
	30 606 \$	101 870 \$	132 476 \$

SERVICES	Dépenses pour les réunions	Indemnités quotidiennes	Services d'experts-conseils	Perfectionnement professionnel	Entretien / Réparations	Traduction / Interprétation	Communications	Location photocop. et matériel de bureau	Autres services non précisés	TOTAL PARTIEL
	51 311 \$	36 313 \$	27 273 \$	5 591 \$	50 797 \$	12 552 \$	1 801 \$	3 102 \$	579 \$	189 319 \$

FOURNITURES ET MATÉRIEL	TOTAL PARTIEL
	130 717 \$
	TOTAL 1 318 252 \$

Work was begun by the Ministry in conjunction with the Council in setting up a number of pilot projects in the area of vocational standards. The intention was that these would be useful as tools not only in the development of some initial standards, but in identifying and clarifying appropriate processes for their development. They were introduced in two phases. Steps were also taken to enter into secondment arrangements to bring faculty from the colleges into CSAC to work on the development of generic skills learning outcomes. The five defined generic skills, as set out in the memorandum of understanding, are communications, mathematics, computer literacy, interpersonal skills and analytical skills. Finally, secondment agreements were entered into to involve college representatives in the development of goals and a framework for general education.

#### 4. Personnel du Conseil

Le Conseil est doté d'un personnel permanent qui s'occupe de secrétariat et de recherche et dont certains membres sont détachés du réseau collégial et du ministère pour travailler à des projets spéciaux. Le Conseil reconnaît l'apport des membres du personnel des collèges, car leur expertise et leur perspective aide à faire avancer les initiatives du Conseil. En avril 1993, le secrétariat des ressources humaines a été officiellement déplacé du ministère de l'Éducation et de la Formation au Conseil.

##### Secrétariat du Conseil

Charmaine Cole  
Julie Williams  
Angela Lukach  
Terry Pitre  
Ananda Kodikara  
Brian Wolfe

##### Secrétariat des ressources humaines du Conseil

Joanne Echline (détachée des collèges)  
Sandi Johnson (détachée des collèges)  
Shirley Kehimkar  
Stephen Lee Kam  
Ian McArdle  
John Podmore (détaché des collèges)  
Dennis Stapinski (détaché des collèges)

##### Secrétariat du CNAPC

Bill Cruden (détaché des collèges)  
Sylvie Landry-Decker (détachée du ministère de l'Éducation et de la Formation)  
Linda Munro (détachée du ministère de l'Éducation et de la Formation)  
Norm Rowen  
Victoria Sonosky (détachée du ministère de l'Éducation et de la Formation)  
Ann Wilson

##### Secrétariat du PRA

Simoni Grant  
Barbara Lidston  
Louis Lizotte (détaché du ministère de l'Éducation et de la Formation)  
Hilroy Thomas  
Joy Van Kleeft

##### Secrétariat de la restructuration

Berry Calder (détaché des collèges)  
Peter McKeracher (détaché des collèges)  
Heather Russell (détachée des collèges)



## 9. Prior Learning Assessment (PLA)

Prior Learning Assessment is a process which uses a variety of tools to help learners reflect on, identify, articulate and demonstrate past learning which has been acquired through study, work and other life experiences and which is not recognized through formal transfer of credit mechanisms. PLA allows the evaluation of past learning against established academic standards so that credit can be awarded by a credentialing body. After many years of research, 1992-93 saw PLA move from an idea, to a recommendation, to the beginning of a process for system-wide implementation throughout all Ontario's colleges.

In July 1992, the Prior Learning Assessment Advisory Committee, created by the Council of Regents at the request of the Minister of Colleges and Universities, submitted its final report. After a full year of planning, research, consultations and deliberations, the report recommended implementation of a complete system for assessing and accrediting prior learning in Ontario's college system. It included advice to the Minister on implementation issues, such as PLA methods, academic policies, funding, and the establishment of a PLA Advisory and Coordinating Group. The submission of the PLA report also marked the completion of the mandate of the PLA Advisory Committee.

In anticipation of a positive response from the government to the recommendations of the report, the Council of Regents established two ad hoc working groups which became known as the PLA Pre-Implementation Committee. Members of the Committees were largely college faculty and administrators, along with PLA Secretariat staff. There were representatives from the university sector and other post-secondary education institutions as well. The focus of one committee was to advise the PLA Secretariat on a PLA training plan, including the design and delivery of PLA training for the college system. The second committee dealt exclusively with issues relating to policy development, and identified thirty-three related issues which might have significance to PLA, either from a provincial or college perspective.

### Training

The Training Working Group of the PLA Pre-Implementation Committee viewed training as an important part of establishing PLA in the system. General awareness of PLA needed to be raised and local leadership cultivated. Emphasis was, therefore, placed on the development and planning of training. The Working Group established that the mission for the PLA Training Program is "to meet the learning needs of all persons participating in the design and delivery of PLA and, to develop sound, consistent prior learning assessment system-wide practices".

Du 1<sup>er</sup> septembre 1992 au 31 août 1993, les membres du Conseil ont participé aux initiatives collégiales suivantes :

CCAF - R. Millaire  
Comité de la restructuration - W. Romulus  
CNAPC - K. Woodcock  
Comité consultatif du PRA - W. Romulus  
Groupe de travail sur la formation avancée - S. Lockhart  
Comité sur l'étude du financement collégial - R. Johnston  
Comité consultatif du secteur para-public - R. Johnston  
Conseil des présidentes et présidents des conseils d'administration - R. Johnston  
Conseil des présidentes et présidents / COPEX - R. Johnston  
Groupe de travail sur le COFAM - R. Johnston  
COFAM - Comité directeur intermédiaire sur l'éducation et la formation - R. Johnston  
Conseil autochtone de l'enseignement - V. McGregor  
Groupe de travail sur la formation dans l'industrie automobile - J. Turk  
Groupe de travail sur les services aux personnes incapables de lire les imprimés - J. Ng  
Contrat social - R. Johnston  
Présentation à la Commission royale sur l'éducation - R. Johnston  
Comité consultatif sur le régime de retraite - P. Salituri  
Comité du projet liens études-collèges - M. White / D. Dubois  
Comité de planification de l'ACAAO - H. Picken  
Comité directeur sur la gestion des ressources humaines - T. Hargreaves / R. Johnston  
Comité de sélection du COAC pour les collèges francophones - D. Dubois / R. Millaire / C.L. Brunet / J. Marchand  
Comité directeur sur la création des collèges de langue française - R. Johnston

A series of thirteen workshops was developed to be used at a PLA Provincial Training Conference which took place in May 1993, in Toronto. One hundred and four persons, representing faculty and administration, attended this week-long English-language PLA Training Conference. It was the expectation that some of the participants would, in the future, become PLA trainers at their own colleges. A similar provincial conference was held in Ottawa at the beginning of June for the Francophone community.

## Policies

The Policy Working Group focused on the importance of PLA policies at the system-wide level, areas of PLA policy development for which local colleges may have responsibility, the types of issues that PLA policies are intended to address, and some of the problems associated with PLA policies and strategies to resolve them.

## PLA Pilot Projects

In late 1991, the PLA Advisory Committee issued a call for proposals for PLA Pilot Projects (Phase One-Pilot Projects). The focus for those projects was to allow colleges to research and experiment with various aspects of prior learning assessment. Ten projects were funded for almost one million dollars and carried into 1992-93. Descriptions of those projects are available at the PLA Secretariat.

## Minister's Open Letter

The government's formal response to the recommendations of the PLA Advisory Committee was made by the Minister of Education and Training, the Honourable Dave Cooke, on February 18, 1993. In his "Open Letter to the College System", the Minister announced that the government had given its final approval to the creation of a system of prior learning assessment for Ontario's colleges of applied arts and technology.

The government agreed that prior learning assessment was to be formally introduced in Ontario's colleges based upon a framework that included the following:

- In the initial three-year phase, prior learning assessment will focus on the portfolio development and challenge processes. The portfolio is a collection of material which identifies an adult's learning and is used by faculty to determine whether to award credit. The challenge process refers to special tests, projects or demonstrations candidates may undertake to earn credit for a specific college course. Both processes will be phased-in during the initial phase.
- By September 1994, fifty percent of courses at each college should be eligible for challenge.
- Candidates for prior learning assessment must have reached either 19 years of age or have earned an Ontario Secondary School Diploma.



## Équipes de liaison

Les membres du Conseil ont fait partie d'équipes de liaison pour chacun des collèges. Ces équipes avaient pour but d'améliorer les communications avec les conseils d'administration au sujet de la nomination des administratrices et administrateurs et d'autres dossiers portant sur le réseau collégial, au besoin. Les équipes de liaison ont rencontré le conseil d'administration des collèges dont ils s'occupaient au moins une fois du 1<sup>er</sup> septembre 1992 au 31 août 1993. Les équipes comprenaient toujours au moins un membre du Conseil et parfois un membre du personnel du Conseil.

<b>Algonquin</b>	Richard Johnston	Robert Millaire	<b>Loyalist</b>	Richard Johnston
<b>Cambrian</b>	Ted Hargreaves	Pat Salturi	<b>Mohawk</b>	Marilayne White Harry Picken
<b>Canadore</b>	Ted Hargreaves		<b>Niagara</b>	Wesley Romulus Harry Picken
<b>Centennial</b>	Kathryn Woodcock Julie Williams		<b>Northern</b>	Ted Hargreaves Mary Lou Iahtail
<b>La Cité</b>	Richard Johnston		<b>St. Clair</b>	Diane Dubois Terry Pitre
<b>Conestoga</b>	Richard Johnston Bev Marshman		<b>St-Laurent</b>	Richard Johnston
<b>Confederation</b>	Claire-Lucie Brunet Terry Pitre		<b>Sault</b>	Ted Hargreaves Pat Salturi
<b>Durham</b>	Joe Ng Terry Pitre		<b>Seneca</b>	Jim Turk Terry Pitre
<b>Fanshawe</b>	Diane Dubois Bev Marshman		<b>Sheridan</b>	Richard Johnston Julie Williams
<b>George Brown</b>	Joe Ng Richard Johnston		<b>Sir Sandford</b>	Richard Johnston Sandy Lockhart
<b>Georgian</b>	Wesley Romulus Ian McArdle			
<b>Humber</b>	Kathryn Woodcock Terry Pitre			
<b>Lambton</b>	Richard Johnston Terry Pitre			

- In the initial three-year phase, candidates for the portfolio development course will be required to meet the normal language requirements for their chosen course/program.
- There will be a twenty-five percent residency requirement.
- College staff working as portfolio assessors or portfolio development course instructors will receive appropriate training prior to their involvement in portfolio development and assessment.

The Minister further asked the Council of Regents to establish a Prior Learning Assessment Advisory and Coordinating Group to guide the implementation of PLA in the initial three-year phase. Specific responsibilities are to provide policy and funding advice relevant to prior learning assessment, planning, and the coordination of PLA training and marketing. The PLA Group was also asked to monitor and evaluate the colleges' experience with prior learning assessment in order to provide the Minister with an annual report on the progress of PLA implementation. Composition of the Group was to reflect the diversity of Ontario's population. In order to ensure that the implementation of the PLA system is sensitive to the needs of the Francophone community, the Minister asked that at least four Francophone representatives be included among the voting members of the PLA Group.

The Minister also asked the PLA Group to conduct further study in a number of areas, some of which were identified by the Council of Regents' Advisory Committee on Prior Learning Assessment. The others form part of the government's response to the Report on Access to Professions and Trades. The areas of study are:

- the costs and benefits of extending PLA practices to include the evaluation of selected non-college programs;
- the issue of language competence and the portfolio process, and the feasibility of developing approaches which, for the purposes of PLA, are not dependent upon English and French language competence;
- the long-term cost of implementing a systematic approach to the evaluation of foreign academic credentials for the purpose of assessing academic equivalency in the college system;
- a process for developing upgrading and supplementary education programs for foreign-trained individuals who need additional education or training to enter professions or trades.

Upon receipt of the Minister's Open Letter, the Council of Regents began the process of establishing the PLA Advisory and Coordinating Group based on the representational recommendation of the 1992 report, Mr. Wesley Romulus, member of the Council, was asked to chair the group.

**Comité des affaires francophones**

D<sup>re</sup> C.L. Brunet  
M<sup>me</sup> D. Dubois  
M<sup>me</sup> J. Fraser  
M<sup>me</sup> M.L. Iahtail  
M. J. Marchand  
M. W. Romulus

**Comité de la gestion**

D<sup>re</sup> C.L. Brunet  
M<sup>me</sup> D. Dubois  
M<sup>me</sup> J. Fraser  
M<sup>me</sup> M.L. Iahtail  
M<sup>me</sup> B. Marshman  
M<sup>me</sup> V. McGregor  
M. R. Millaire  
M. J. Ng  
M. H. Picken  
M. J. Turk  
M<sup>me</sup> K. Woodcock

**Comité des ressources humaines**

M. D. Light\*  
M<sup>me</sup> J. Grant-Cummings  
M. T. Hargreaves  
M. J. Marchand  
M. R. Millaire  
M. W. Romulus  
M. P. Salturi  
M<sup>me</sup> M. White

**Comité de direction**

M<sup>me</sup> J. Fraser  
M. T. Hargreaves  
M. R. Johnston  
M. D. Light\*  
M<sup>me</sup> B. Marshman  
M<sup>me</sup> V. McGregor  
M. R. Millaire  
M<sup>me</sup> M. White

\*M. Doug Light, ancien président du collège George Brown, était membre non votant du Comité des ressources humaines. Il jouait un rôle de conseiller en matière de ressources humaines auprès du président du Conseil.



## 10. Restructuring

The College Restructuring Steering Committee began its work in the Fall of 1992 to provide recommendations on how the college system could meet the challenge of dealing with increasingly constrained resources, while expanding its role as a contributor to Ontario's economic renewal. The Committee is being co-chaired by Ralph Benson, Assistant Deputy Minister, Ministry of Education and Training, and Richard Johnston. The Council was asked to coordinate the work of a small secretariat which is supporting the Restructuring Steering Committee.

Representation on the Committee comes from the Ontario Community College Student Parliamentary Association (OCCSPA), the Council of Governors (COG), the Council of Presidents (COP), college administrative staff, OPSEU (academic and support staff), the Ministry of Education and Training, and the Council of Regents. Mr. Wesley Romulus was the Council's appointment to the Committee. The secretariat consists of representatives of college administration and faculty, OCCSPA, the Ministry of Education and Training and the Council of Regents.

During the Fall, the Committee identified a series of projects it felt would be appropriate to undertake and submitted descriptions of these to the Minister for his consideration. The Minister's response in January asked that the Committee investigate the following areas: (i) student retention strategies; (ii) technologically-mediated instruction and self-paced learning; (iii) alternative scheduling of college programs such as compressed and flexible delivery; and (iv) inter-institutional resource sharing.

Working groups for each of the first three areas have been established with college personnel and committee members participating on each group. As much can be learned from restructuring initiatives of individual colleges, one of their first activities was to collect information on initiatives underway across the system. A symposium on student retention is planned for next Fall at which college students, faculty and administrators will report on 'best practices' and explore strategies for improving retention. The Association of Colleges of Applied Arts and Technology of Ontario will be involved in projects which are designed to assess the potential gains of inter-institutional resource sharing -- academic and administrative resource sharing projects will be considered.

The Committee has provided advice to the Minister on criteria for allocating a \$13 million restructuring grant being made available to the college system in 1993-94. This grant is being used to support additional enrollment in program areas which have been identified by the colleges and their local communities as ones which will significantly contribute to local or provincial economic renewal.

Marilyne White

Marilyne White est représentante auprès de la clientèle à la division des services aériens du Syndicat canadien de la fonction publique. Mme White est actuellement vice-présidente du Conseil ontarien des affaires collégiales et elle a déjà siégé au conseil d'administration du collège Humber. Elle est active au sein de nombreux organismes féminins. Elle a dirigé le Groupe de travail sur le harcèlement du COAC et siége au Comité des ressources humaines. Mme White habite le centre de l'Ontario.

Kathryn Woodcock

Mme Woodcock est ingénieure et membre de l'Association canadienne d'ergonomie et de la *Human Factors and Ergonomics Society*. Mme Woodcock possède une vaste expérience comme cadre dans le domaine de l'administration des hôpitaux. Elle a été active au sein de l'*Association of Late-Deafened Adults*, siége maintenant au conseil d'administration de cette association (secrétaire en 1993-1994) et a joué un rôle déterminant dans la création de la *Canadian Deafened Persons Association*. Mme Woodcock a été la première personne sourde à occuper la présidence du conseil d'administration de la Société canadienne de l'ouïe et vient d'être élue au conseil d'administration du *National Captioning Institute*. Elle siége au Comité de la gestion et est la présidente interimaire du conseil d'administration du CNAPC.

The Committee is also involved in two projects which are under the leadership of the Ministry of Education and Training: (i) an examination of the costs and benefits of program rationalization, and the assessment of strategies for facilitating program rationalization; (ii) the development of a student/staff equity group data base -- data will be collected in both the college and university sectors on the composition of the student and staff bodies in order to facilitate the further development of access strategies. In addition, the Committee intends to examine ways for increasing the opportunities for students to transfer credits within the college system.

The Committee recognizes that colleges individually have already made significant progress in restructuring their operations and that the various stakeholder groups have participated and responded in a forthright and generally positive manner. However, the Committee is hopeful that further advances may be possible through system-wide initiatives in areas such as technologically-mediated instruction and inter-institutional resource sharing.

In the coming year, the Committee will be preparing a discussion paper for consideration by major groups within the college system. Following consideration of the responses to this paper, the Committee will submit its recommendations to the Minister.



Harry Picken

Harry Picken a fait une belle carrière en tant qu'ingénieur en aéronautique. Pianiste et organisateur professionnel, M. Picken a enregistré deux disques. Il a été membre du conseil consultatif sur la technologie et du conseil d'administration du collège Niagara. M. Picken habite dans le sud de la province. Il siège au Comité des ressources humaines.

Wesley Romulus

Natif d'Haïti, Wesley Romulus a déjà enseigné et administré un centre national de services aux jeunes. Il est actuellement directeur du Centre médico-social communautaire qui offre des services de santé et des services sociaux en français aux francophones de Toronto. M. Romulus habite le centre de la province. Il siège au Comité des affaires francophones et au Comité des ressources humaines.

Pat Salituri

Pat Salituri détient un diplôme en technologie du génie électronique du *Western Ontario Institute of Technology*, aujourd'hui appelé collège St. Clair. Il a occupé plusieurs postes de direction au sein des Aciers Algoma à Sault Ste-Marie. Il a été président et est maintenant membre du conseil d'administration du collège Sault. M. Salituri habite le nord-est de l'Ontario. Il est membre du Comité des ressources humaines et siège à son Comité consultatif sur le régime de retraite.

James L. Turk

Jim Turk est le directeur de l'éducation à la Fédération du travail de l'Ontario. Dans le cadre de ses activités communautaires, on le retrouve au Conseil consultatif sur les programmes d'enseignement et au comité consultatif provincial sur les politiques et les méthodes d'évaluation du ministère de l'Éducation de l'Ontario; au comité consultatif sur l'élaboration des programmes d'études du Collège canadien des travailleurs; au comité consultatif sur l'éducation nationale du Congrès du travail du Canada; au comité consultatif du centre d'éducation ouvrière du Conseil du travail du Grand Toronto; il a aussi été directeur du programme d'études syndicales au collège University de l'Université de Toronto. Il a été président intérimaire du Conseil avant la nomination de Richard Johnston. Il est membre du Comité de la gestion et a siégé au Conseil d'établissement du CNAFC. M. Turk habite le centre de l'Ontario.

## 11. Two New French-Language Colleges

In July 1993, the government of Ontario announced the creation of two new French-language colleges of applied arts and technology.

One French-language college will be established in the north with its main campus in the Sudbury area and satellite campuses in various communities throughout Northern Ontario. Three-quarters of Francophone students enrolled in French-language and bilingual college programs in the north are currently studying at Cambrian College in Sudbury. Locating the new college in the Sudbury area will allow for the sharing of specialized equipment and facilities wherever possible and minimize displacement of students and a well-trained and specialized staff. The specific location of the main campus in the Sudbury area and of the satellite campuses will be determined by the college's Board of Governors.

The other college will serve the central/southwestern part of the province and will be based on a "college without walls" concept. The college will rely mostly on alternative delivery modes, including distance education technologies. Programming will be delivered in a variety of access sites in the region, such as French-language secondary schools and community centres. The college will have an administrative facility in a community that will be determined by the Board of Governors.

Each of the new colleges will be governed by a French-speaking Board of Governors appointed by the Council of Regents. A nominations committee, co-chaired by Council's chair, Richard Johnston and Diane Adam, chair of the Advisory Committee of Francophone Affairs (ACFA), worked throughout the Summer in partnership with the Francophone community to ensure board candidates represented the diversity of the Francophone population in each region. The Boards' membership will be announced in the Fall of 1993.

The new French-language colleges are scheduled to open in September 1995. The creation of these two colleges will bring the number of French-language colleges in Ontario to three (La Cité collégiale, Ottawa opened in September 1990). A French-language college system will ensure the Franco-Ontarians have access to high-quality college education and skills training in their own language.

Jacques Marchand

Jacques Marchand est un homme d'affaires à la retraite de la région de Penetanguishene. Il a été propriétaire et gestionnaire de plusieurs entreprises du secteur privé, dont des sociétés de portefeuille, des entreprises de fabrications de pièces automobiles et plusieurs petites et moyennes entreprises dans le domaine des placements. Il siège au Comité des affaires francophones et au Comité des ressources humaines.

Bev Marshman

Bev Marshman est professeure au département de mathématiques appliquées de l'Université de Waterloo. Elle s'intéresse particulièrement aux méthodes d'enseignement et d'apprentissage innovatrices. Elle siège au conseil consultatif des ressources humaines de l'université. Mme Marshman préside le Comité de la gestion du Conseil. Elle est originaire de la région sud-ouest de la province.

Val McGregor

Val McGregor est membre de la nation Pottawatamie-Odawa. Elle est actuellement directrice de l'école Heron Bay dans le Nord-Ontario. Mme McGregor a plusieurs années d'expérience dans le domaine de l'éducation et est très active au sein de la communauté autochtone. Elle a été membre du Groupe de travail sur le harcèlement et siège au Conseil autochtone de l'enseignement. Elle siège au Comité de la gestion.

Robert Millaire

Originaire de l'est de la province, Robert Millaire est adjoint de direction à l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens. M. Millaire est président du Comité des affaires francophones du Conseil.

Joseph Ng

Joe Ng est travailleur social dans la région du centre de la province. Il a toujours été très actif au niveau communautaire et a participé aux travaux de la *Federation of Chinese Canadians* de Scarborough, du Groupe de travail du maire de Scarborough sur les relations interraciales et de l'*Association of Chinese Social Service Workers* du Grand Toronto. M. Ng siège au Comité de la gestion.



## 12. 1992 Premier's Awards for Graduates of Ontario's Colleges of Applied Arts and Technology

To mark the 25th anniversary of the creation of Ontario's college system the province has created an annual awards program for which only graduates of the colleges are eligible. The Premier's Awards, launched in 1992, acknowledge and celebrate the extraordinary contribution the colleges and their graduates have made to Ontario's social and economic well-being.

The awards program was a recommendation of the 25th Anniversary Steering Committee of college stakeholders, formed in 1991 to consider ways in which the colleges could be appropriately promoted and celebrated during this landmark year. Richard Johnston chairs the Committee and the Council staff act as the secretariat.

Each year, four graduates representing the four areas of program study within the colleges, will be awarded on the basis of exemplary career achievement and contribution to society. The recipients will receive a medal specially designed by sculptor Dora de Pédery-Hunt and will direct a \$5,000 bursary fund, provided by the Ministry of Education and Training, to the college of his/her choice.

On November 26, 1992, two hundred representatives of the college community gathered at Ontario Place for the first-ever presentation of the Premier's Awards for Graduates of Ontario's Colleges of Applied Arts and Technology. Premier Bob Rae acknowledged the 1992 recipients: Mary Jonik (Applied Arts, Cambrian College, Sudbury); Andrew Faas (Business, St. Clair College, Windsor); Mae Katt (Heath Sciences, Confederation College, Thunder Bay); and Fernand Hamelin (Technology, St. Lawrence College, Cornwall). A fifth medal was presented to Mr. William G. Davis as an honorary Premier's Awards recipient in recognition of the key role he played in establishing Ontario's college system when he was the Minister of Education in 1967.

## Richard Johnston (président)

Richard Johnston, député provincial de Scarborough ouest de 1979 à 1990, était le critique du NPD pour l'enseignement supérieur et l'éducation au cours des trois dernières années. À titre de député, il a siégé à de nombreux comités spéciaux, notamment celui sur l'éducation. Il a participé à une révision triennale de la politique du NPD en matière d'éducation qui a été approuvée au congrès de mars 1991 du parti. Lorsqu'il s'est retiré de la vie politique, M. Johnston est devenu conseiller spécial auprès du ministre des Affaires municipales sur la question des îles de Toronto.

De 1969 à 1972, M. Johnston était l'assistant du maître du collège Peter Robinson où il a travaillé dans le domaine de l'administration, de l'enseignement et des services de consultation personnels. M. Johnston parle couramment le français et est diplômé de l'Université Trent.

## Joan Grant-Cummings

Joan Grant-Cummings est la directrice générale de Women's Health in Women's Hands - un centre communautaire offrant des services de santé dans le centre de la province. Elle a été membre des conseils d'administration de nombreux organismes communautaires. M<sup>me</sup> Grant-Cummings est actuellement membre du Jamaican Canadian Association's Women's Committee; présidente du conseil d'administration d'Intercede - Toronto Organization for Domestic Workers; présidente du Working Skills Centre for Women. Elle a été présidente du Committee on Ethnoracial Access to Mental Health Services du Grand Toronto, coordonnatrice du Immigrant Women's Health Centre et membre fondateur de la Ontario Black Women's Coalition. M<sup>me</sup> Grant-Cummings est membre du Comité sur les ressources humaines.

## Mary Lou Iahtail

M<sup>me</sup> Iahtail est enseignante au cycle primaire dans le nord de la province. Elle a participé aux activités de divers groupes communautaires autochtones de la province. M<sup>me</sup> Iahtail est en mesure de faire valoir le point de vue à la fois des gens du nord et des autochtones dans les activités du Conseil. Elle siège au Comité de la gestion.

## Sandy Lockhart

Originaire de la région centre-est de la province, Sandy Lockhart est professeur à l'Université Trent. Il a beaucoup travaillé sur la question des autochtones et dans l'élaboration d'une politique provinciale. Le professeur Lockhart est diplômé du réseau collégial ainsi que du réseau universitaire. Il représente le Conseil au Groupe de travail sur la formation avancée et est membre du Comité de la gestion.

## 13. Looking Forward

A great deal needs to be accomplished by the CSAC Board and the PLA Advisory and Coordinating Group to facilitate the implementation of both initiatives in the colleges.

For CSAC, the development of a defined set of goals for general education and a framework of broad objectives and content areas is a top priority, as the Minister has set a September 1994 deadline for the implementation of general education in the colleges. Specifically, the Minister has said that by that date each college post-secondary program shall include a minimum of one general education course of approximately forty-five instructional hours per semester. Work will also begin on the development of learning outcomes in the five defined generic skills areas: communications, mathematics, computer literacy, interpersonal skills and analytical skills. It is hoped that these will be ready for circulation in the system by the Spring of 1994. Finally, work will begin on the review of the results of the pilot projects as they come in and the preparation of the first sets of vocational standards for approval by the CSAC Board.

To provide assistance in accomplishing these tasks, CSAC has been authorized to create two councils to assist it: a Generic Skills Council and a General Education Council. These are to reflect the balance and representational mix of the CSAC Board.

Judging from the directions and expectations contained in the Minister's Open Letter, the tasks ahead for PLA seem very challenging as well. Some of the needs of the college system relating to implementing prior learning assessment system-wide have already been documented in the PLA final report. No doubt, as PLA implementation proceeds, new challenges will emerge and unique solutions will be forged. The enthusiasm and support for this initiative, both within and external to the colleges, is now extremely high. The willingness to collaborate, share, and learn together is evident everywhere in the college system and in the broader community.

In the coming year, the College Restructuring Steering Committee will be preparing a discussion paper for comment by major groups within the college system. Following consideration of the responses to this paper, the Committee will submit its recommendations to the Minister.

It is crucial to note that these reforms are being asked of college staff and students at a time when our funding is being reduced and student demand for our services is annually at new historic highs. With the overlay of the Social Contract initiative, our goals will be even more difficult to achieve.



## Claire-Lucie Brunet

Originnaire du Nord-Ontario, Claire-Lucie Brunet travaille dans un centre de santé communautaire à Ignace, étant retournée dans le nord pour y exercer la profession de médecin. Elle a acquis de l'expérience en administration gouvernementale au ministère de la Santé, a travaillé comme médecin de famille dans le nord de la province et à Toronto, et a fait partie de plusieurs conseils et comités. La docteure Brunet apporte au Conseil une perspective franco-ontarienne. Elle est membre du Comité des affaires francophones et du Comité de la gestion.

## Diane Dubois

Diane Dubois est partenaire dans sa ferme familiale et propriétaire et gestionnaire de Fairlea Seeds Lab Services dans le sud-ouest de la province. Elle a participé aux activités de nombreux organismes de langue française, dont l'ACFO et un comité de planification pour la création d'un centre scolaire communautaire à London. Mme Dubois est également membre du réseau des fermières de l'Ontario. Elle siège au Comité de la gestion et au Comité du projet liens études-collèges.

## Jacqueline Fraser

Jacqueline Fraser a obtenu son baccalauréat ès arts et sa maîtrise en éducation à l'Université d'Ottawa et détient aussi un diplôme de spécialiste en éducation physique. Elle a enseigné aux paliers élémentaire, secondaire et universitaire. Elle participe à de nombreuses activités communautaires et sportives. En fait, elle entraîne depuis 28 ans des équipes pour les compétitions interscolaires. Elle a été membre et présidente du conseil d'administration du collège St-Laurent et présidente de l'association d'athlétisme scolaire de sa région. Mme Fraser habite à Alexandria. Elle a été présidente du Comité des affaires francophones du Conseil et est membre du Comité de la gestion.

## Ted Hargreaves

Ted Hargreaves est comptable dans le nord-est de la province. Ses activités communautaires à North Bay sont admirables : il a fait partie du conseil d'administration de l'hôpital local, a travaillé au sein de clubs philanthropiques et a fait du bénévolat à la soupe populaire. Diplômé du réseau collégial, M. Hargreaves préside le Comité sur les ressources humaines et siège au Comité directeur sur la gestion des ressources humaines.



### 3. Membres du Conseil

En 1991, le Conseil a commencé à nommer ses propres membres selon un processus de mise en candidature parallèle à celui qu'il utilise pour nommer les membres des conseils d'administration des collèges. Le Conseil compte de seize à dix-huit membres pour assurer une représentation et une participation appropriées. Un comité de recrutement formé de membres du Conseil cherche des candidates et candidats en communiquant avec les organismes provinciaux voués aux dossiers auxquels le Conseil accorde la priorité, tout en visant une représentation équilibrée des compétences, des régions, des femmes et des hommes, des langues et des diverses cultures de la province. Les noms des personnes proposées, dont le nombre sera le nombre de places vacantes plus deux, sont transmis par le ministre au Bureau des nominations du Conseil des ministres, après quoi le Conseil des ministres procède à la sélection. Le Comité des nominations de l'Assemblée législative pourra convoquer les candidates et candidats à une entrevue. Les personnes choisies pour siéger au Conseil sont nommées par voie d'un décret du lieutenant-gouverneur.

Dans le cadre de son protocole relatif aux nominations aux conseils, le Conseil a consenti à recommander la nomination d'au moins quatre membres francophones pour constituer un sous-comité dynamique qui pourra fonctionner en français et se pencher sur les questions reliées à la présence d'un nombre croissant de francophones dans le réseau collégial.

Le Conseil se réunit mensuellement dix fois par année. Les membres participent à un ou plusieurs des comités permanents du Conseil : Comité des affaires francophones, Comité de la gestion, Comité des ressources humaines et Comité de direction. Chacun des comités permanents rencontre le conseil plénier à l'occasion de la réunion mensuelle.

En plus de participer aux comités permanents, les membres du Conseil assurent une liaison avec chacun des collèges pour favoriser la communication avec les conseils d'administration au sujet de la gestion et d'autres questions touchant à l'ensemble du réseau collégial.

Les membres du Conseil représentent également les intérêts des collèges dans de nombreux autres comités et projets provinciaux.

Les personnes qui suivent ont constitué le Conseil ontarien des affaires collégiales pendant la période du 1<sup>er</sup> septembre 1992 au 31 août 1993.





En vertu d'une entente conclue avec les conseils d'administration des collèges en 1973, le Conseil est également responsable du parrainage du régime de retraite du réseau collégial.

Le Conseil assume d'autres responsabilités que lui confie le ministre des Collèges et Universités au besoin.



## *Philosophie sur laquelle le Conseil s'appuie dans ses travaux*

Convincu du besoin d'une planification dynamique et à long terme, d'une révision et d'un renouvellement perpétuels du mandat des collèges de l'Ontario, le Conseil structurera ses travaux :

- en adoptant une approche fondée sur la consultation et l'accessibilité, une politique de collaboration avec les conseils d'administration, les présidentes et présidents des collèges et l'Association des collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario, pour avoir une vue d'ensemble des opinions d'autres personnes représentant celles et ceux qui travaillent ou étudient dans les collèges;

- en élaborant une perception générale des grandes questions économiques, sociales, culturelles et éducationnelles auxquelles l'Ontario fait face, et des problèmes et possibilités que celles-ci présentent aux collèges;

- en créant et en maintenant des liens solides avec le système scolaire et les universités de l'Ontario;

- en évaluant les questions reliées à l'éducation en Ontario à la lumière de l'expérience vécue ailleurs au Canada et à l'étranger;

- en évaluant les recommandations du Conseil en matière de politiques, ainsi que leur application, en fonction des circonstances économiques et sociales.

Au fil de ses travaux, le Conseil collaborera régulièrement avec le ministre pour mettre à jour les priorités annuelles en matière de politiques.

## *Autres activités prévues par la loi*

Le Conseil est habilité à nommer les membres des conseils d'administration des collèges. Il lui appartient également d'appuyer le ministre des Collèges et Universités et l'Association des collèges d'arts appliqués et de technologie dans les domaines de l'orientation et de la création des conseils d'administration.

En ce qui a trait à la gestion des ressources humaines, il incombe au Conseil de faire des recommandations au ministre des Collèges et Universités concernant les salaires du personnel administratif.

À l'heure actuelle, le Conseil est chargé des négociations collectives avec les membres du personnel de soutien et du personnel scolaire qui sont membres du SEFPO. Ces responsabilités demeurent en vigueur en attendant l'adoption de mesures législatives concernant la création d'une association d'employeurs (Projet de loi 23, 1<sup>re</sup> lecture le 27 mai 1992).





## 2. Mandat du Conseil

Au cours de l'automne 1987, le Conseil ontarien des affaires collégiales a élaboré son mandat, auquel participent les principaux groupes intéressés au sein du réseau collégial : les présidentes et présidents des conseils d'administration, les présidentes et présidents, les administratrices et administrateurs, les groupes d'étudiantes et d'étudiants et le Syndicat des employées et employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO).

### Mandat

#### *Convictions et principes du Conseil*

Le rôle principal du Conseil ontarien des affaires collégiales est de donner au ministre des Collèges et Universités des conseils avisés à propos des politiques de son ministère, conseils qui serviront à promouvoir la vitalité et l'efficacité du réseau des collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario.

Grâce à une politique dynamique, avisée et bien documentée, le Conseil oriente ses travaux en s'appuyant sur les convictions et les principes suivants :

- engagement à l'égard des étudiantes et des étudiants;
- engagement vis-à-vis du personnel du réseau collégial;
- souci des besoins des personnes qui emploient des diplômées et diplômés des collèges;

- obligation de rendre des comptes à la population de l'Ontario;
- sensibilité à l'avenir et capacité de discerner ce qu'un réseau collégial prévoyant, dynamique et souple peut accomplir et offrir sur les plans social, culturel, économique et éducationnel;
- nécessité de jouer un rôle catalyseur pour que surviennent des innovations et des changements constructifs dans le réseau collégial;
- conscience du rôle des collèges dans la politique gouvernementale;
- reconnaissance du fait que, si un leadership coopératif et engagé est nécessaire pour atteindre les objectifs du réseau collégial, il faut toutefois respecter et encourager aussi les initiatives, la créativité et les innovations de chaque collège.

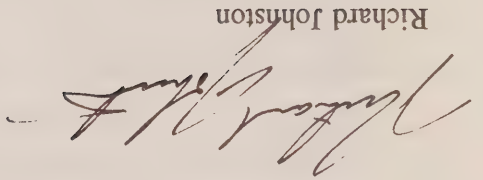


Le ministre a accordé du temps au Conseil pour travailler avec un groupe de sous-ministres à explorer la possibilité de transferts d'aide technique du gouvernement et des collèges à l'Europe centrale et de l'est. Nous travaillons avec une personne détachée du ministère des Services sociaux et communautaires à élaborer une demande de mise en commun de fonds à l'intention du gouvernement fédéral.

Le Conseil s'est réuni dix fois pendant la période allant du 1<sup>er</sup> septembre 1992 au 31 août 1993. En outre, les membres du Conseil ont participé aux quatre comités permanents du Conseil : Comité des affaires francophones, Comité de la gestion, Comité des ressources humaines et Comité de direction. Les membres ont également représenté les intérêts des collèges dans de nombreux autres comités et projets provinciaux.

Le Conseil espère que ce rapport reflète le sérieux avec lequel il a rempli son mandat consistant à fournir au ministre des conseils qui favoriseront le bien-être et l'efficacité des collèges ontariens, la diversité des domaines auxquels il a touchés et les processus de collaboration auxquels il a dû recourir dans l'exécution de ses tâches.

Le Conseil remercie tout particulièrement les personnes du milieu collégial de leur appui continu et de leur participation aux activités du Conseil au cours de l'année, notamment l'Association parlementaire des étudiants des collèges communautaires de l'Ontario, le Conseil des présidentes et présidents des conseils d'administration, le Conseil des présidentes et présidents, le SEFPO (personnel scolaire et personnel de soutien), le Comité consultatif du personnel administratif et le ministère de l'Éducation et de la Formation.



Richard Johnston





question. Nous avons constaté que la demande du ministre des Collèges et Universités formulée en avril 1991 tombait à point :

Les membres du Conseil savent que la question de la gestion m'intéresse vivement. Je tiens à ce que les conseils d'administration des collèges communautaires reflètent les diverses communautés qu'ils servent. Je demanderais donc au Conseil de préparer un plan sur la façon d'assurer la représentativité des conseils d'administration des collèges communautaires.

Le Conseil a étudié les réponses pendant l'été en vue d'élaborer une ébauche de recommandations à distribuer aux membres du réseau collégial à des fins d'examen critique avant de les présenter officiellement au ministre.

Le Conseil a continué de participer à la mise sur pied du Conseil ontarien de formation et d'adaptation de la main-d'œuvre (COFAM), tout d'abord comme membre du comité directeur intérimaire sur l'éducation et la formation et plus récemment, à titre de président d'un groupe de référence collégial au COFAM constitué d'un nombre égal de membres du SEFPO et de membres du personnel administratif.

L'étude *Vision 2000* a souligné la nécessité d'évaluer et d'explorer des modes de collaboration innovateurs entre les collèges et les universités pour la formation avancée en Ontario. Pour répondre à ce besoin, le ministère des Collèges et Universités a créé, vers la fin de 1991, le Groupe de travail sur la formation avancée, auquel le Conseil a participé dans l'intérêt des collèges. Le Groupe de travail a présenté au ministre de l'Éducation et de la Formation son rapport intitulé *Non aux impasses* en avril 1993.

Le Comité directeur sur la restructuration des collèges a commencé son mandat à l'automne de 1992 pour fournir au ministre des recommandations sur la façon d'améliorer la prestation des programmes collégiaux en dépit de la réduction des ressources. Je copréside ce projet avec le sous-ministre adjoint.

Le Conseil est heureux d'annoncer l'affectation de fonds importants par la province à la création de deux collèges de langue française, qui seront prêts à démarrer en septembre 1995. Par l'entremise de son Comité des affaires francophones, le Conseil participera activement au processus de nomination des deux nouveaux conseils d'administration.

En novembre 1992, les Prix du premier ministre ont été décernés à quatre diplômées et diplômés collégiaux méritants à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire du réseau collégial ontarien.

À la demande du ministre, j'ai entrepris une étude du Conseil des ministres de l'Éducation, dont il a été président en 1991-1992, dans le but de proposer des façons d'améliorer l'efficacité à titre de forum national en éducation. Le rapport a été présenté en août 1993.



## 1. Rapport du président

Depuis février 1993, le Conseil ontarien des affaires collégiales doit rendre compte au ministre de l'Éducation et de la Formation. Le Conseil relevait auparavant du ministre des Collèges et Universités.

Le 12 février 1993, le premier ministre de l'Ontario a annoncé la décision du gouvernement provincial de mettre en œuvre deux initiatives destinées à améliorer la qualité et l'accessibilité des programmes collégiaux de la province : le Conseil des normes et de l'agrément des programmes collégiaux (CNAPC) et le Programme de reconnaissance des acquis (PRA). Cette annonce venait couronner de nombreuses années d'efforts et d'affectations de fonds de la part de tous les membres du réseau collégial qui avaient commencé lors du lancement par Mme Lyn Macleod en 1988 de *Vision 2000*, une étude globale et approfondie du mandat des collèges. Deux conseils ont été mis sur pied cette année pour guider la mise en œuvre du CNAPC et du PRA dans les collèges. Il s'agit du Conseil d'établissement du CNAPC et du Comité consultatif et de coordination du PRA. Ces deux groupes ont d'importants mandats à remplir et il en sera question dans le présent rapport.

Le Conseil a continué de remplir son rôle de mandataire des collèges lors des négociations collectives et, à la demande de la province, a participé aux négociations sur le contrat social avec le gouvernement, le SEFPO et le personnel administratif des collèges pour tenter de trouver des moyens mutuellement acceptables de réduire de 40 millions de dollars le financement des collèges.

En avril 1993, le Secréariat des ressources humaines est passé officiellement du ministère de l'Éducation et de la Formation au Conseil, ce qui convient davantage pour l'exécution de ses tâches. Une analyse fonctionnelle avait révélé que les tâches exécutées pour le ministère ne représentaient que 10 % du travail du Secréariat.

En mai 1993, une entente sur l'équité salariale a enfin été conclue avec le personnel de soutien membre du SEFPO après de nombreuses années d'interruptions dans les négociations. Le printemps de 1993 a aussi marqué le début de discussions sérieuses avec le gouvernement sur l'établissement d'un modèle d'administration fiduciaire collective pour le régime de retraite du réseau collégial.

Le Conseil a continué de s'acquitter de ses responsabilités législatives en ce qui concerne la nomination des membres des conseils d'administration des collèges ou le renouvellement du mandat de leurs membres. En novembre 1992, le Conseil a invité tous les groupes communautaires collégiaux à se prononcer sur la question de la gestion avant le printemps de 1993. Les propos échangés lors de nos rencontres antérieures avec le SEFPO et des réunions régionales que nous avons organisées ont confirmé la nécessité d'un examen général des questions reliées à la





Table des matières

1.	Rapport du président
2.	Mandat du Conseil
3.	Membres du Conseil
4.	Personnel du Conseil
5.	Dépenses de fonctionnement
6.	Gestion
7.	Négociation collective et gestion des ressources humaines
8.	Conseil des normes et de l'agrément des programmes collégiaux (CNAPC)
9.	Programme de reconnaissance des acquis (PRA)
10.	Restructuration
11.	Deux nouveaux collèges de langue française
12.	25 <sup>e</sup> anniversaire du réseau collégial
13.	Ce que nous réserve l'avenir



Le Conseil ontarien des affaires collégiales pour  
les collèges d'arts appliqués et de technologie

Le Conseil ontarien des affaires collégiales pour les collèges d'arts appliqués et de technologie est un organisme provincial créé en vertu de la *Loi sur le ministère des Collèges et Universités*. Jusqu'en février 1993, le Conseil devait rendre compte au ministre des Collèges et Universités. Le Conseil doit maintenant rendre compte au ministre de l'Éducation et de la Formation.

Le rôle principal du Conseil est de fournir au ministre des Collèges et Universités, et depuis février 1993 au ministre de l'Éducation et de la Formation, des conseils avisés en matière de politiques en vue de promouvoir la vitalité et l'efficacité du réseau des collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario.

La *Loi sur la négociation collective dans les collèges* confirme que le Conseil est le mandataire des employeurs lors des négociations collectives.

Le Règlement 640 habilite le Conseil à nommer des membres aux conseils d'administration des collèges.





---

**Le Conseil ontarien des affaires collégiales pour  
les collèges d'arts appliqués et de technologie  
de l'Ontario**

**Rapport annuel**

**1<sup>er</sup> septembre 1992 au 31 août 1993**